

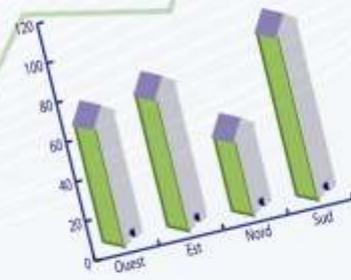
Le bilan économique 2012

Midi-Pyrénées

3 875 261

2012

2010

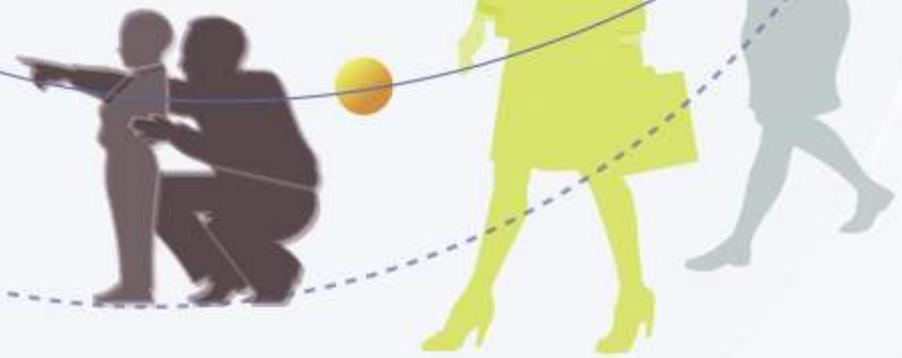


2
5
7
4
6
8
4
2011
7

15924

48

134





Institut national de la statistique et des études économiques
Direction régionale de Midi-Pyrénées

36 rue des Trente-Six-Ponts - BP 94217
31054 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 0 972 72 4000 (tarif : « appel local »)
Site internet : www.insee.fr/mp
Courriel : insee-contact@insee.fr

Cet ouvrage a été réalisé sous le pilotage de Bertrand BALLETT (Insee)

Auteurs :

Banque de France : Catherine CAREL, Valérie GRANGE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) :
Paula FERNANDES, Serge LADOIS

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi (Direccte) :** Dominique FICHE

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
(Dreal) :**

Claudine AUBLETTE, Pierre DEFARGE-LACROIX, Sokorn MARIGOT

Délégation régionale à la recherche et à la technologie (DRRT) : Marianne
PEYROT

Observatoire toulousain de l'immobilier d'entreprise (Otie) : Christine ENCINAS

Insee : Bertrand BALLETT, Françoise LAJARRIGE, Stéphane MELOUX, Marie-Claire
TESSEYRE

SOMMAIRE

1 - Synthèse régionale	4
<i>Le ralentissement de l'activité se confirme en 2012</i>	
2 - Cadrage national	7
<i>Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule</i>	
3 - Emploi	10
<i>L'emploi salarié résiste en Midi-Pyrénées</i>	
4 - Chômage	16
<i>Record de chômage égalé</i>	
5 - Démographie des entreprises	21
<i>Un peu plus d'entreprises créées et toujours autant de défaillances</i>	
6 - Construction	25
<i>La construction de logements en crise</i>	
7 - Transport	29
<i>Le transport aérien survole la crise</i>	
8 - Tourisme	34
<i>Léger rebond de la fréquentation touristique</i>	
9 - Construction aéronautique et spatiale	39
<i>La croissance reste forte</i>	
10 - Immobilier d'entreprise	43
<i>Le marché toulousain d'immobilier d'entreprise toujours performant</i>	
11 - Agriculture	45
<i>Revenu agricole : trois années de hausse consécutives qui dissimulent de fortes disparités</i>	
12 - Recherche	47
<i>Démarrage du Programme d'Investissements d'Avenir</i>	
13 - Activité bancaire	50
<i>Davantage de crédits pour les entreprises,</i>	

8

2

3

1

5

7

253047

2

2010

6

15924

4

2012

165483

6

2011

7

5

5

Auteur *Bertrand Ballet (Insee)*

Le ralentissement de l'activité se confirme en 2012

- Amorcé au printemps 2011, le ralentissement de l'activité économique en Midi-Pyrénées s'est poursuivi en 2012, sous l'effet de la dégradation du contexte économique mondial et national. Les atouts de l'économie régionale lui permettent toutefois d'amortir les effets de la crise.
- Ainsi, Midi-Pyrénées est une des rares régions françaises où l'emploi salarié marchand progresse encore en 2012. La croissance solide de la construction aéronautique et spatiale tire à la fois l'emploi industriel et celui des services de haute technologie à destination des entreprises. À Toulouse, le marché immobilier d'entreprise en profite tout particulièrement. La recherche régionale est également bien placée avec, depuis le début du Programme d'Investissements d'Avenir en 2010, 57 projets de recherche impliquant Midi-Pyrénées et financés à hauteur d'1,2 milliard d'euros. L'industrie agroalimentaire régionale résiste aussi alors que le revenu agricole progresse pour la 3^e année consécutive, tiré par la hausse des cours des céréales. Le transport aérien fait le plein de passagers en Midi-Pyrénées et la fréquentation touristique des hôtels et campings de la région rebondit légèrement en 2012 après trois ans de baisse.
- En revanche, la construction de logements s'enfonce dans la crise en 2012, un peu plus profondément en Midi-Pyrénées qu'au niveau national. Le secteur souffre du ralentissement économique et de la modification des outils incitatifs et réglementaires. La production de crédits à l'habitat chute de 26 % dans la région en 2012 et le secteur de la construction (bâtiment et travaux publics) perd 2 300 salariés.
- En 2012, le pouvoir d'achat des ménages français se replie fortement et ceux-ci réduisent leur consommation pour la 1^{ère} fois depuis 1993. En Midi-Pyrénées, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs baisse fortement durant l'année et le secteur du commerce perd 1 200 salariés, essentiellement en fin d'année. Le trafic routier de marchandises se replie pour la 2^e année consécutive.
- En Midi-Pyrénées, le freinage de l'activité économique en 2012 se traduit par une forte augmentation du chômage. Les créations d'emplois ralentissent nettement alors que la région reste l'une des plus attractives en termes de population. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente pour la 5^e année consécutive. Fin 2012, le taux de chômage régional rejoint son record historique de la fin des années 1990, avec 10,4 % de la population active sans travail et en recherchant un, soit 0,2 point de plus qu'en moyenne nationale.

L'emploi salarié résiste en Midi-Pyrénées

- En 2012, Midi-Pyrénées reste l'une des rares régions françaises où l'emploi salarié progresse dans les secteurs marchands non agricoles. Cette croissance de l'emploi régional s'est nettement affaiblie par rapport à l'année précédente. Elle est tirée par le dynamisme de l'activité aéronautique et spatiale et des services de pointe qui lui sont liés. Midi-Pyrénées est la seule région française où l'emploi industriel augmente en 2012. À l'inverse, l'emploi dans la construction recule plus fortement dans la région qu'en France métropolitaine. Première composante d'ajustement de l'emploi, l'intérim se replie nettement. L'emploi dans le commerce fléchit également alors que la consommation des ménages reste atone. Parmi les départements de la région, seule la Haute-Garonne et, dans une moindre mesure, le Tarn-et-Garonne bénéficient de créations d'emplois salariés.

Synthèse régionale

Construction aéronautique : la croissance reste forte

□ En 2012, le trafic aérien mondial de passagers progresse toujours à un rythme soutenu. Dans ces conditions, la demande des compagnies aériennes reste solide et la croissance de la construction aéronautique d'avions civils de plus de 100 places est forte. Airbus et Boeing battent chacun leur record de livraisons. Les commandes continuent de pleuvoir dopées par les nouvelles versions des monocouloirs des deux constructeurs, remotorisés et plus économes en carburant. En Midi-Pyrénées, l'augmentation des cadences de production aéronautique met la chaîne d'approvisionnement sous tension avec des perspectives d'embauche et d'investissement en hausse. Dans le secteur spatial, l'activité des deux constructeurs de satellites toulousains reste soutenue en 2012 malgré un marché de plus en plus concurrentiel.

Le marché toulousain d'immobilier d'entreprise toujours performant

□ En 2012, le marché de l'immobilier d'entreprise résiste bien à Toulouse, porté par l'aéronautique, le spatial, les services publics et privés. Ces secteurs sont encore créateurs d'emplois et donc consommateurs de mètres carrés, malgré un contexte de ralentissement économique. Ainsi, les transactions de bureaux comme celles de locaux d'activité et d'entrepôts progressent en 2012 dans l'aire urbaine de Toulouse, grâce au dynamisme des opérations portant sur des grandes surfaces. Le bon niveau des transactions durant l'année entraîne une diminution du stock de bureaux disponibles tandis que l'offre en locaux d'activité et d'entrepôts reste importante.

Démarrage du Programme des Investissements d'Avenir

□ L'année 2012 est marquée par la poursuite de la mise en place du Programme des Investissements d'Avenir, avec une seconde vague de 25 nouveaux projets retenus impliquant Midi-Pyrénées. Au total, la plupart des 57 projets retenus ont démarré en 2012 et reçu les premiers financements sur l'enveloppe globale de 1,2 milliard d'euros qui leur a été attribuée.

Revenu agricole : trois années de hausse consécutives dissimulant de fortes disparités

□ En 2012, le revenu moyen agricole, tous types d'exploitations confondus, est à la hausse pour la 3^e année consécutive. Cette situation globale cache de fortes disparités. La hausse des cours des céréales profite avantagement aux producteurs en même temps qu'elle plombe la situation financière des éleveurs. Parmi ces derniers, les producteurs de lait de vache sont, en plus, touchés par la baisse des prix.

Léger rebond de la fréquentation touristique

□ Après trois années de baisse consécutive, la fréquentation touristique des hôtels et des campings de Midi-Pyrénées augmente légèrement en 2012. Le nombre de nuitées y progresse de 0,6 % par rapport à 2011. Sur cette même période, la fréquentation touristique baisse de 0,4 % au niveau national. Sur l'ensemble de l'année 2012, Midi-Pyrénées accueille 5,5 millions de touristes totalisant 13,1 millions de nuitées dans ses hôtels et ses campings. Bien qu'en légère hausse, la fréquentation touristique régionale reste loin de son niveau d'avant 2008. Avec 4 % de la fréquentation nationale, la région est la 8^e région la plus touristique de France en termes de nuitées.

Le transport aérien survole la crise

□ En 2012, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs baisse fortement en Midi-Pyrénées, de façon un peu plus marquée qu'en France métropolitaine. Les achats de véhicules reculent aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. Le trafic routier de marchandises se replie en 2012 pour la 2^e année consécutive, après le rebond de 2010. Les avions continuent de faire le plein de passagers dans les aéroports de la région et à Toulouse-Blagnac en premier lieu. La croissance du trafic aérien de passagers est stimulée par l'extension de l'offre à l'international et le développement en 2012 des lignes à bas coûts.

Synthèse régionale

Un peu plus d'entreprises créées et toujours autant de défaillances

- En 2012, le nombre de créations d'entreprises repart légèrement à la hausse en Midi-Pyrénées grâce au rebond des immatriculations d'auto-entreprises. Les défaillances d'entreprises restent stables à un niveau toujours élevé depuis le début de la crise mi-2008.

La construction de logements en crise

- En 2012, le nombre d'autorisations de construire un logement baisse plus fortement en Midi-Pyrénées qu'au niveau national. Ce recul concerne tous les départements à l'exception du Lot. La Haute-Garonne est particulièrement touchée. L'habitat collectif souffre le plus. Sur le marché de l'immobilier, les ventes de logements neufs reculent en 2012, malgré un regain des réservations au cours du second semestre. Le prix moyen au m² des appartements est encore en légère hausse en 2012, alors que les surfaces moyennes tendent à diminuer.

Davantage de crédits pour les entreprises, moins pour l'habitat

- En 2012, les encours de crédits aux entreprises continuent de progresser en Midi-Pyrénées alors qu'ils reculent légèrement au niveau national. Ceux accordés aux grandes entreprises de la région augmentent le plus fortement. Le recours à la médiation du crédit se réduit encore en 2012 mais à un rythme plus faible que l'année précédente. Côté ménages, la production de crédits à l'habitat recule fortement en 2012 dans la région.

Record de chômage égalé

- Avec le net ralentissement des créations d'emplois en 2012, la hausse du chômage s'accélère en Midi-Pyrénées. Avec 10,4 % de la population active au chômage fin 2012, le taux de chômage régional rejoint son record historique de la fin des années 1990. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente pour la 5^e année consécutive. Les seniors sont les plus touchés par la dégradation du marché du travail. Les hommes et en particulier les jeunes sont pénalisés par le repli de l'emploi dans l'intérim et la construction. Le recours au chômage partiel repart à la hausse en 2012. Les entrées dans les principaux contrats aidés de la politique d'emploi se maintiennent à leur niveau de l'année précédente alors que les emplois d'avenir démarrent fin 2012.

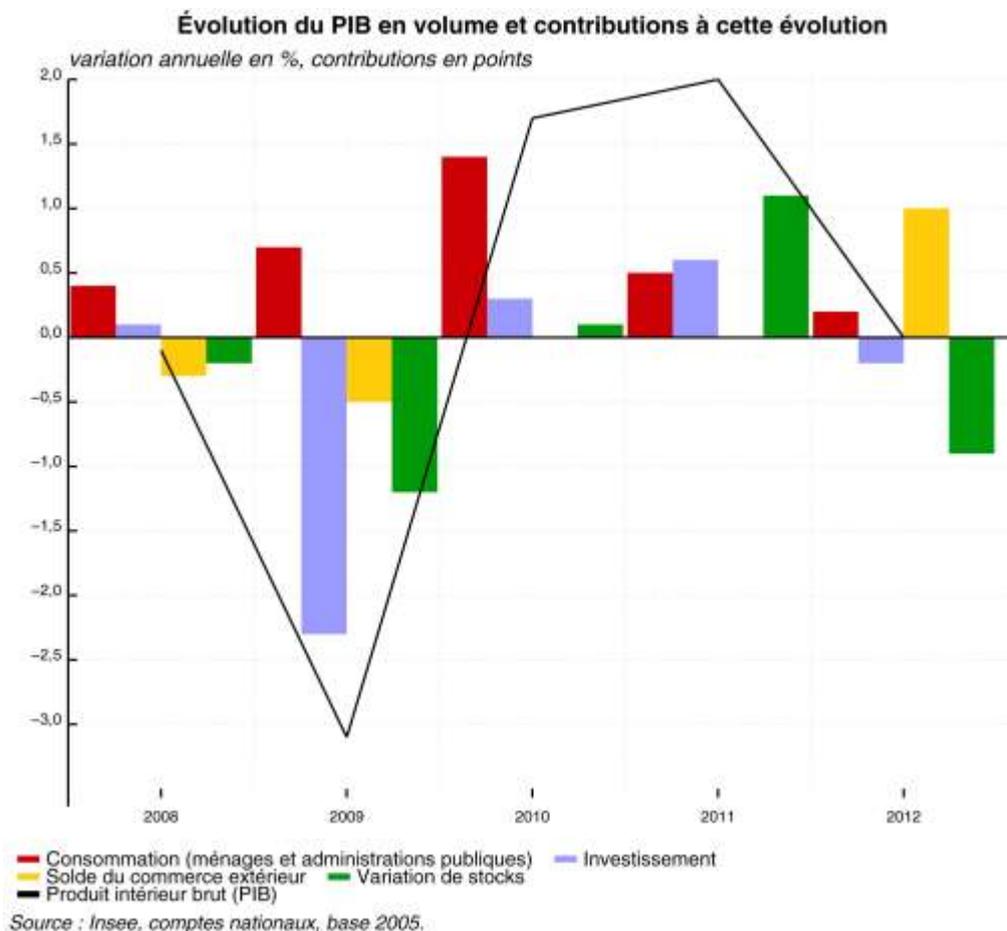
Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

Ralentissement de l'activité mondiale

- En 2012, l'activité mondiale a ralenti, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions des crédits nées des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

En France, le PIB stagne

- En France, l'activité a stagné en 2012 (0,0 %, données cvs-cjo) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+ 2,0 %, données cvs-cjo).
- La demande extérieure adressée à la France a en effet pâti du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. Les exportations de biens et services ont dès lors marqué le pas en 2012 (+ 2,4 % après + 5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité a toutefois été nettement positive (+ 1,0 point) car le ralentissement des importations a été encore plus marqué (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011). Ce ralentissement des achats à l'étranger reflète notamment le très fort mouvement de déstockage observé en 2012



Cadrage national

(- 0,9 point de contribution à l'activité). En outre, la demande intérieure a reculé en France en 2012 (-0,9 %).

- Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) a fléchi en 2012 (1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investissements en construction (- 2,1 %) et en matériel de transport (- 11,0 %). Les ménages (- 0,3 %) ainsi que les administrations publiques (- 0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

- La consommation des ménages a baissé en 2012 (- 0,4 %, après + 0,5 % en 2011) : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012 (+ 4,2 % après + 6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des achats automobiles. En lien avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+ 0,9 % en valeur après + 2,7 % en 2011), le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (- 0,9 % en 2012 après + 0,7 %). Compte-tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2012	
	2010	2011	2012	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	1,7	2,0	0,0	2 032,3	0,0
Importations	8,9	5,1	-1,1	602,6	0,3
Total des emplois finals	3,2	2,7	-0,2	2 634,9	-0,3
Consommation effective des ménages,	1,6	0,8	0,0	1 500,6	0,0
dont : dépense de consommation					
- des ménages	1,5	0,5	-0,4	1 129,8	-0,2
- individualisable des administrations	1,7	1,5	1,4	328,3	0,2
Consommation collective des administrations publiques	2,0	-1,5	1,5	174,4	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	1,4	2,9	-1,2	401,8	-0,2
- entreprises non financières	6,6	3,1	-2,1	208,4	-0,2
- ménages	-0,4	2,4	-0,3	110,5	0,0
- administrations publiques	-8,1	0,2	-0,5	63,7	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,1	1,1	-0,9	///	-0,9
Exportations	9,5	5,4	2,4	557,6	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

Cadrage national

individuel se replie de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (- 0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

De nombreuses pertes d'emplois en 2012

- Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands ont été importantes en 2012 (- 99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total a été toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage a atteint 10,6 % au quatrième trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine) en progression de 0,8 point sur l'année.

Auteurs *Bertrand Ballet (Insee), Dominique Fiche (Direccte)*

L'emploi salarié résiste en Midi-Pyrénées

- En 2012, Midi-Pyrénées reste une des rares régions françaises où l'emploi salarié progresse dans les secteurs marchands non agricoles. Cette croissance de l'emploi régional s'est nettement affaiblie par rapport à l'année précédente. Elle est tirée par le dynamisme de l'activité aéronautique et spatiale et des services de pointe qui lui sont liés. Midi-Pyrénées est la seule région française où l'emploi industriel augmente en 2012. À l'inverse, l'emploi dans la construction recule plus fortement dans la région qu'en France métropolitaine. Première composante d'ajustement de l'emploi, l'intérim se replie nettement. L'emploi dans le commerce fléchit également alors que la consommation des ménages reste atone. Parmi les départements de la région, seule la Haute-Garonne et, dans une moindre mesure, le Tarn-et-Garonne bénéficient de créations d'emplois salariés.
- Fin 2012, 659 200 personnes sont salariées des secteurs marchands non agricoles de Midi-Pyrénées, soit un peu plus de la moitié (55 %) des personnes en emploi dans la région. Durant l'année, l'emploi salarié marchand ralentit nettement : le nombre de salariés progresse de 0,2 % après + 0,9 % en 2011. Midi-Pyrénées est une des trois régions françaises avec la Corse (+ 1,2 %) et l'Île-de-France (+ 0,2 %) où l'emploi salarié marchand augmente en 2012. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le nombre de salariés recule de 0,6 %, soit un solde net de près de - 100 000 emplois.
- En Midi-Pyrénées, 1 300 emplois salariés supplémentaires sont créés en 2012 dans les secteurs marchands non agricoles de la région. C'est nettement moins qu'en 2011 où 5 800 emplois salariés avaient été créés. Ces deux dernières années, ce sont l'industrie et les services marchands hors intérim qui soutiennent l'emploi régional.

La construction aéronautique et spatiale tire l'emploi régional

- L'emploi salarié industriel régional progresse de 1,7 % en 2012 (+ 2 400 salariés) essentiellement grâce à la fabrication de matériels de transport où la construction aéronautique et spatiale est prépondérante. Face à des commandes record, le secteur augmente ses cadences de production et les créations d'emplois s'accroissent par rapport à 2011 (+ 7,0 % après + 5,3 %). L'emploi est peu dynamique dans les autres secteurs industriels de la région. Le nombre de salariés est stable dans l'industrie agroalimentaire et la fabrication de machines, d'équipements électriques, électroniques et informatiques. Les créations d'emplois dans le secteur de l'énergie et des industries extractives compensent les pertes dans la fabrication de biens intermédiaires et de consommation (autres produits industriels). Au total, Midi-Pyrénées est la seule région française à créer des emplois dans l'industrie en 2012 alors que l'emploi industriel recule de 0,9 % au niveau national.

Des créations d'emploi dynamiques dans les services spécialisés aux entreprises

- Dans les services marchands hors intérim, les créations d'emplois s'accroissent également en 2012 avec 4 400 salariés supplémentaires en Midi-Pyrénées (+ 1,5 % en 2012 après + 1,0 % en 2011). La fabrication d'avions et de satellites entraîne en effet une forte demande de services de pointe : informatique, ingénierie, contrôles, analyses, etc. Ainsi, l'emploi régional progresse de 3,6 % dans le secteur information-communication (+ 1 000 salariés) et de 2,3 % dans les services spécialisés, scientifiques et techniques (+ 2 400 salariés). La logistique (transport et entreposage), l'hébergement-restauration et les services aux ménages créent aussi des emplois supplémentaires en 2012.

Emploi salarié des secteurs principalement marchands

en %

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au 2012 T4 (en milliers)	Glissement annuel			Glissement annuel moyen sur 5 ans (1)	
		Midi- Pyrénées	Midi- Pyrénées	France métropolitaine	Midi- Pyrénées	France métropolitaine
Industrie	147,1	1,7	-0,9	-0,6	-2,1	
Industrie agro- alimentaire	24,2	-0,0	-0,9	-0,3	-0,8	
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	17,1	1,8	1,2	1,0	0,4	
Biens d'équipement	15,8	-0,0	-0,8	-3,6	-2,8	
Matériels de transport	39,3	7,0	0,3	2,5	-1,9	
Autres branches industrielles	50,7	-0,8	-1,8	-2,3	-3,0	
Construction	64,6	-3,4	-1,0	-1,5	-1,0	
Tertiaire marchand	447,5	0,2	-0,5	0,7	0,0	
Commerce	127,5	-0,9	-0,7	-0,1	-0,3	
Transports	52,7	0,8	-0,4	0,8	-0,3	
Hébergement - restauration	35,3	1,3	0,6	0,7	0,8	
Information - communication	29,7	3,6	0,3	1,7	0,6	
Services financiers	27,6	0,2	0,6	0,9	0,3	
Services immobiliers	7,9	-3,9	-1,3	-1,5	-1,1	
Services aux entreprises	108,5	2,3	1,1	1,9	1,1	
Services aux ménages	35,9	1,1	-0,8	1,8	0,5	
Intérim	22,5	-8,7	-10,7	-2,7	-4,7	
Total	659,2	0,2	-0,6	0,2	-0,6	

Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

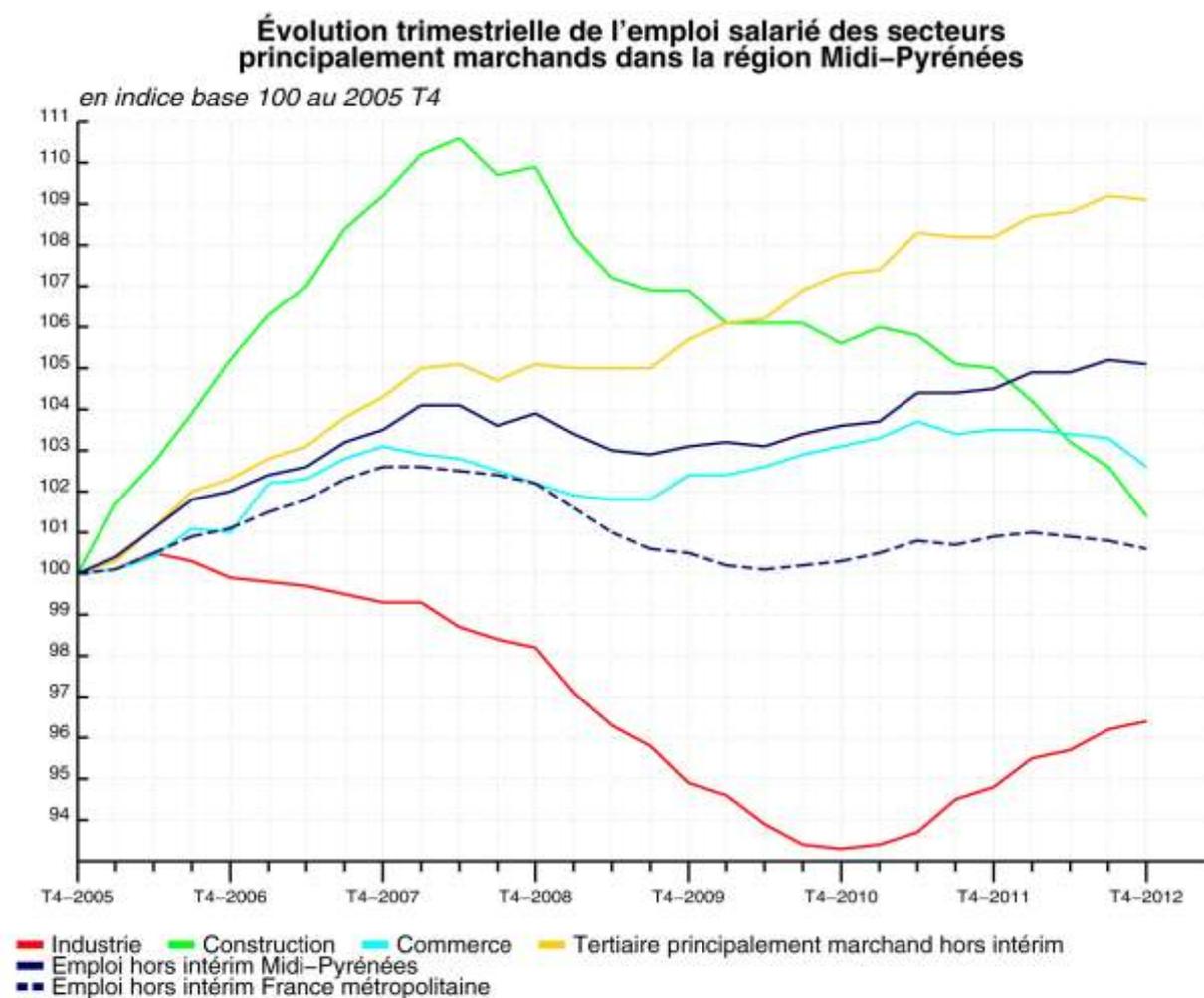
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Emploi

Hémorragie d'emplois dans la construction

□ À l'inverse, pénalisé par un marché du logement fortement déprimé, le secteur de la construction s'enfonce dans la crise. En Midi-Pyrénées, il perd 2 300 salariés en 2012, soit un recul plus prononcé dans la région (- 2,3 %) qu'en France métropolitaine (- 1,0 %). Le recul du pouvoir d'achat des ménages, intervenu pour la première fois depuis 1984 en France, freine la consommation. Le commerce perd 1 200 salariés dans la région (- 0,9 %) essentiellement en fin d'année.



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

L'intérim rechute en 2012

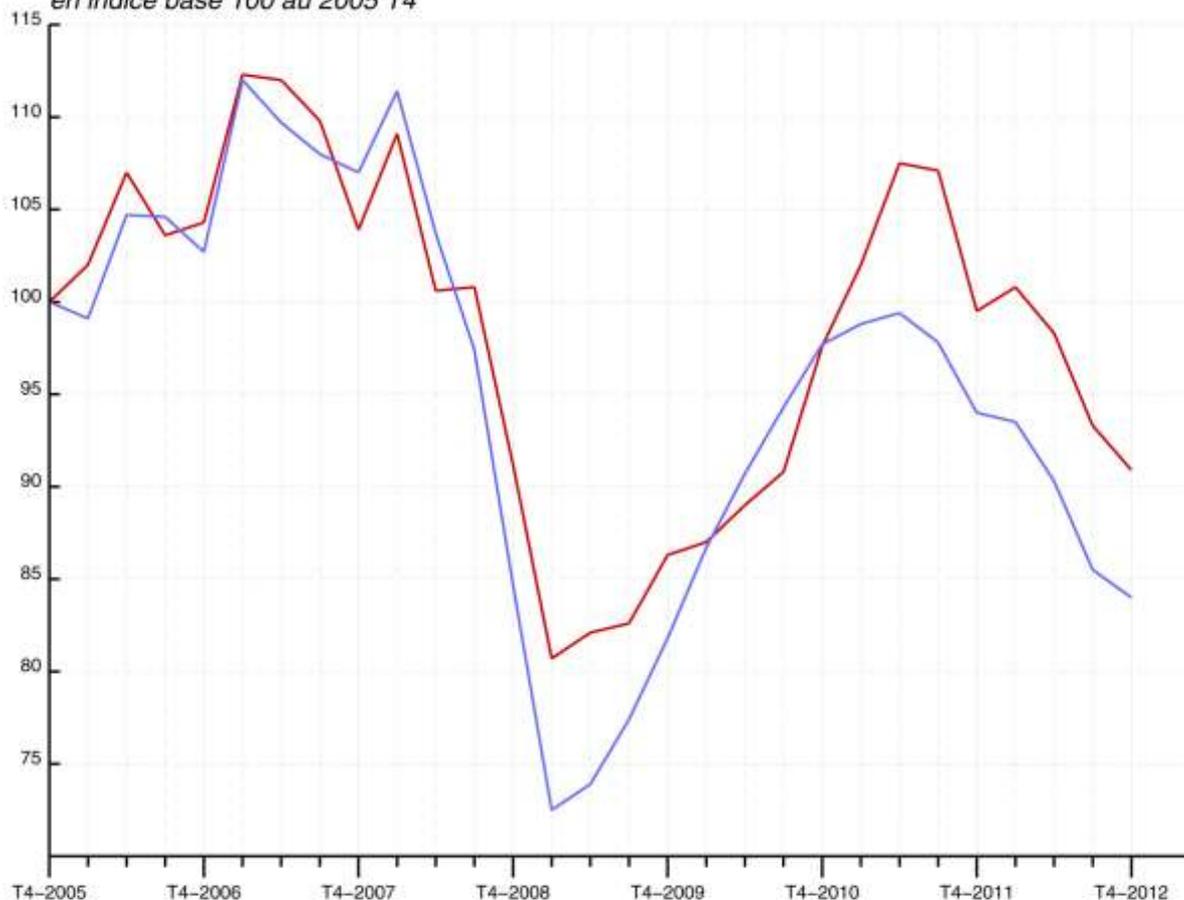
□ L'intérim apparaît comme la première composante d'ajustement de l'emploi aux variations de la conjoncture économique. Très dynamique en 2010 (+ 13,2 %) suite au redressement de l'activité après la crise, la croissance de l'emploi intérimaire s'est nettement ralentie dès 2011 (+ 2,0 %) en raison d'un retournement à la baisse à partir du milieu de l'année. Avec la faiblesse persistante de l'activité économique en 2012, l'intérim recule de 8,7 % dans la région, moins fortement qu'au niveau national (- 10,7 %).

Emploi

- En Midi-Pyrénées, l'industrie est le premier grand secteur pour le volume de travail intérimaire utilisé avec l'équivalent de 10 100 intérimaires à temps plein (ETP) au 4^e trimestre 2012, selon les données du Ministère du travail disponibles. Ce volume de travail recule de 7,8 % entre le 4^e trimestre 2011 et le 4^e trimestre 2012, soit une perte de 850 ETP en un an. Fin 2012, la fabrication de matériel de transport, qui inclut la construction aéronautique et spatiale, utilise pourtant un volume record de travail temporaire : plus de 2 500 intérimaires à temps plein, soit une progression de 180 ETP en un an, plus faible cependant qu'en 2011 (+ 450 ETP). Les industries agroalimentaires sont le deuxième secteur industriel pour le volume de travail intérimaire utilisé (1 800 ETP au 4^e trimestre 2012) mais elles perdent 140 intérimaires ETP en 2012 (- 7,4 %). La métallurgie occupe la troisième place : fin 2012, 1 400 intérimaires ETP y travaillent, soit 4,9 % de moins que fin 2011 (- 70 ETP). En 2012, la baisse du recours à l'emploi intérimaire dans l'industrie est la plus forte dans la fabrication de produits électroniques, informatiques et optiques, avec une perte de 670 ETP concentrée sur le second semestre de l'année.
- Fin 2012, la construction est le deuxième grand secteur utilisateur de travail intérimaire en Midi-Pyrénées, avec l'équivalent de 6 600 emplois à temps plein au 4^e trimestre 2012. Comme dans l'industrie le volume de travail intérimaire est en repli dans ce secteur : - 6,9 % entre fin 2011 et fin

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

en indice base 100 au 2005 T4



— Midi-Pyrénées — France métropolitaine

Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Emploi

2012, soit 500 intérimaires ETP perdus en un an. Ainsi, la nette amélioration de 2011 (+ 890 ETP) ne se confirme pas.

□ Dans le tertiaire, le commerce est le principal secteur utilisateur de travail temporaire, avec l'équivalent de 1 800 intérimaires à temps plein au cours du 4^e trimestre 2012. Le recours à l'intérim y connaît une légère embellie en 2012 : + 4,8 %, soit + 80 ETP. Cette légère augmentation en Midi-Pyrénées contraste avec le recul de 7,1 % au niveau national. Dans les services, l'intérim perd 410 emplois ETP en Midi-Pyrénées en 2012 (- 8,1 % par rapport à fin 2011), malgré l'amélioration dans le transport et l'entreposage (+ 3,5 %).

La Haute-Garonne concentre l'essentiel des créations d'emplois

□ En 2012, seuls la Haute-Garonne (+ 1,1 %) et le Tarn-et-Garonne (+ 0,3 %) échappent au repli de l'emploi salarié marchand. Avec 4 200 salariés supplémentaires, la Haute-Garonne concentre l'essentiel des créations d'emplois de la région. Elles ont lieu principalement dans l'industrie et les services marchands hors intérim. À l'inverse, l'intérim, la construction et le commerce perdent des emplois salariés. Au total, le rythme des créations d'emploi en Haute-Garonne est deux fois plus faible en 2012 qu'en 2011. Dans le Tarn-et-Garonne, l'emploi industriel est en hausse en 2012 (+ 1,7 %). C'est aussi le seul département de la région qui maintient son niveau d'emploi intérimaire.

Emploi salarié par département et par secteur

en %

	Emploi salarié au T4 2012 (en milliers)	Glissement annuel					
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	Total
Ariège	23,5	0,8	-5,2	-2,2	-1,7	-29,9	-1,6
Aveyron	53,5	-1,3	-3,1	-2,6	-2,1	-17,2	-2,3
Haute-Garonne	374,4	3,5	-3,0	1,0	-0,8	-7,1	1,1
Gers	29,1	-2,2	-9,2	-0,2	0,3	-1,4	-1,7
Lot	30,1	1,4	-7,9	-1,3	-0,5	-13,2	-1,3
Hautes-Pyrénées	43,5	1,1	-4,5	-0,8	-1,7	-9,1	-0,8
Tarn	64,8	-0,6	-0,5	-0,0	-0,4	-12,1	-0,2
Tarn-et-Garonne	40,3	1,7	-1,2	0,1	-1,0	0,3	0,3
Midi-Pyrénées	659,2	1,7	-3,4	0,2	-0,9	-8,7	0,2

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Emploi

- Dans les autres départements midi-pyrénéens, le recul de l'emploi salarié en 2012 varie de - 0,2 % dans le Tarn à - 2,3 % dans l'Aveyron. La plupart de ces départements souffrent d'une forte réduction de l'emploi dans l'intérim, la construction et, dans une moindre mesure, le commerce. L'industrie amortit la baisse dans le Lot (+ 1,4 %), les Hautes-Pyrénées (+ 1,1 %) et en Ariège (+ 0,8 %).

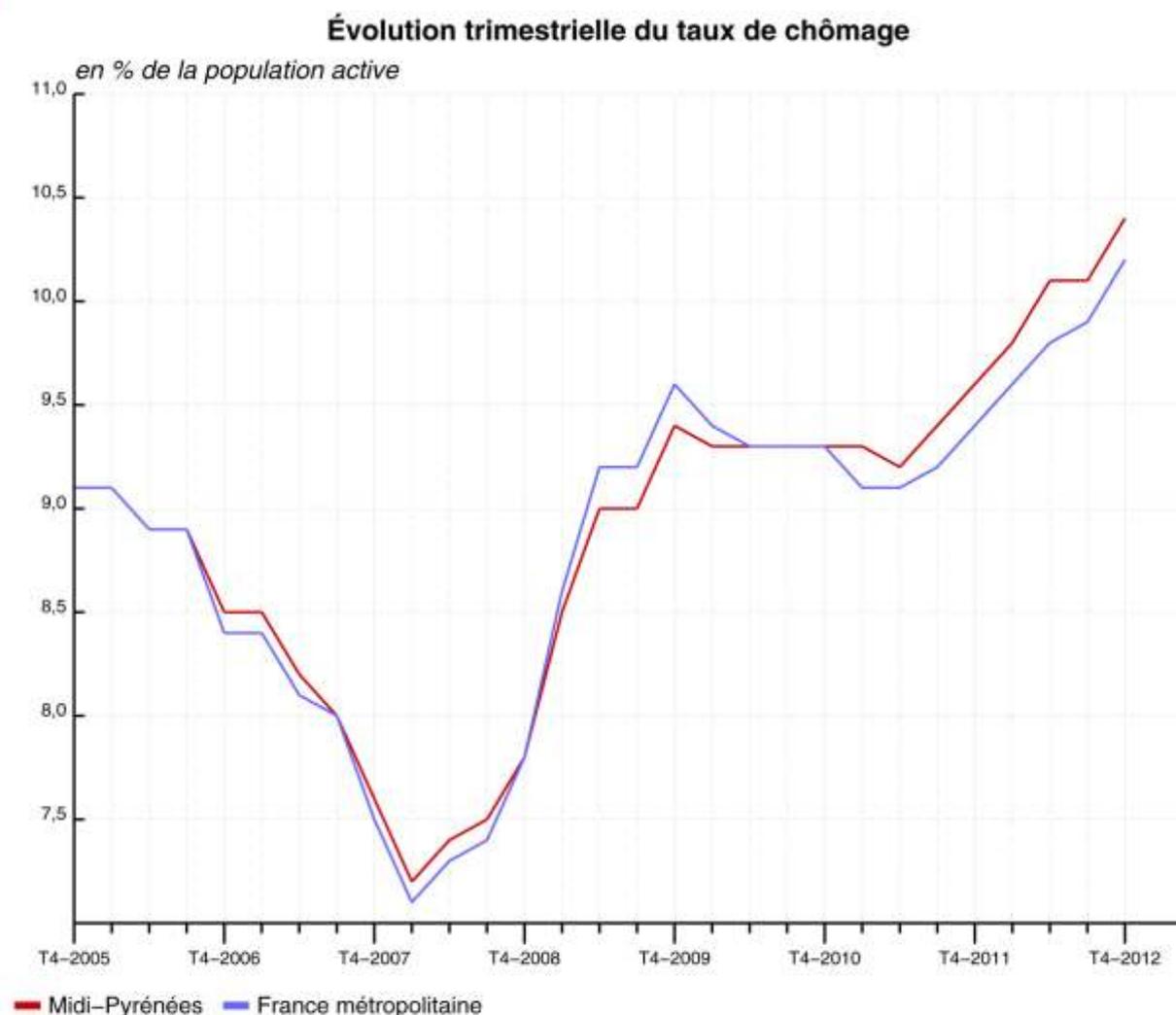
CHÔMAGE

Auteurs *Bertrand Ballet (Insee), Dominique Fiche (Direccte)*

Record de chômage égalé

- Avec le net ralentissement des créations d'emplois en 2012, la hausse du chômage s'accélère en Midi-Pyrénées. Avec 10,4 % de la population active au chômage fin 2012, le taux de chômage régional rejoint son record historique de la fin des années 1990. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente pour la 5^e année consécutive. Les seniors sont les plus touchés par la dégradation du marché du travail. Les hommes et en particulier les jeunes sont pénalisés par le repli de l'emploi dans l'intérim et la construction. Le recours au chômage partiel repart à la hausse en 2012. Les entrées dans les principaux contrats aidés de la politique d'emploi se maintiennent à leur niveau de l'année précédente alors que les emplois d'avenir démarrent en fin d'année.

Un actif sur dix au chômage en Midi-Pyrénées



Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Chômage

- Au 4^e trimestre 2012, le chômage touche 10,4 % de la population active de Midi-Pyrénées soit un taux identique à son niveau le plus haut, atteint à la fin des années 1990. Amorcée à la mi-2011, l'augmentation du chômage s'est poursuivie sur l'ensemble de l'année 2012 en lien avec le ralentissement des créations d'emplois. Le taux de chômage régional progresse de 0,8 point en 2012 après + 0,3 point en 2011. Le taux de chômage national s'élève à 10,2 % de la population active fin 2012, en hausse de 0,8 point en un an également. Midi-Pyrénées est la 8^e région de métropole où le taux de chômage est le plus élevé, entre la Lorraine (10,7 %) et l'Aquitaine (10,2 %).

Taux de chômage

en % de la population active

	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4 (p)	Évolution sur un an (en points de %)
Ariège	11,8	12,2	12,4	12,3	13,0	1,2
Aveyron	6,6	6,9	7,3	7,4	7,6	1,0
Haute-Garonne	9,6	9,8	10,0	10,1	10,3	0,7
Gers	7,4	7,5	7,6	7,9	8,3	0,9
Lot	9,4	9,6	9,7	9,8	10,1	0,7
Hautes-Pyrénées	10,6	11,1	11,4	11,6	11,7	1,1
Tarn	10,7	10,9	11,1	11,1	11,4	0,7
Tarn-et-Garonne	10,9	11,1	11,1	11,1	11,5	0,6
Midi-Pyrénées	9,6	9,8	10,1	10,1	10,4	0,8
France métropolitaine	9,4	9,6	9,8	9,9	10,2	0,8

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2012 (en milliers)		Évolution sur un an (en %)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	107,3	75,2	9,5	11,2
Femmes	120,7	73,0	7,3	7,8
Moins de 25 ans	37,1	25,9	7,5	8,4
25 à 49 ans	144,5	91,3	6,6	7,7
50 ans ou plus	46,3	31,0	14,9	16,5
Inscrits depuis plus d'un an	88,8	nd	13,8	nd
Midi-Pyrénées	227,9	148,2	8,3	9,5
France métropolitaine	4 689,8	3 193,3	8,6	10,2

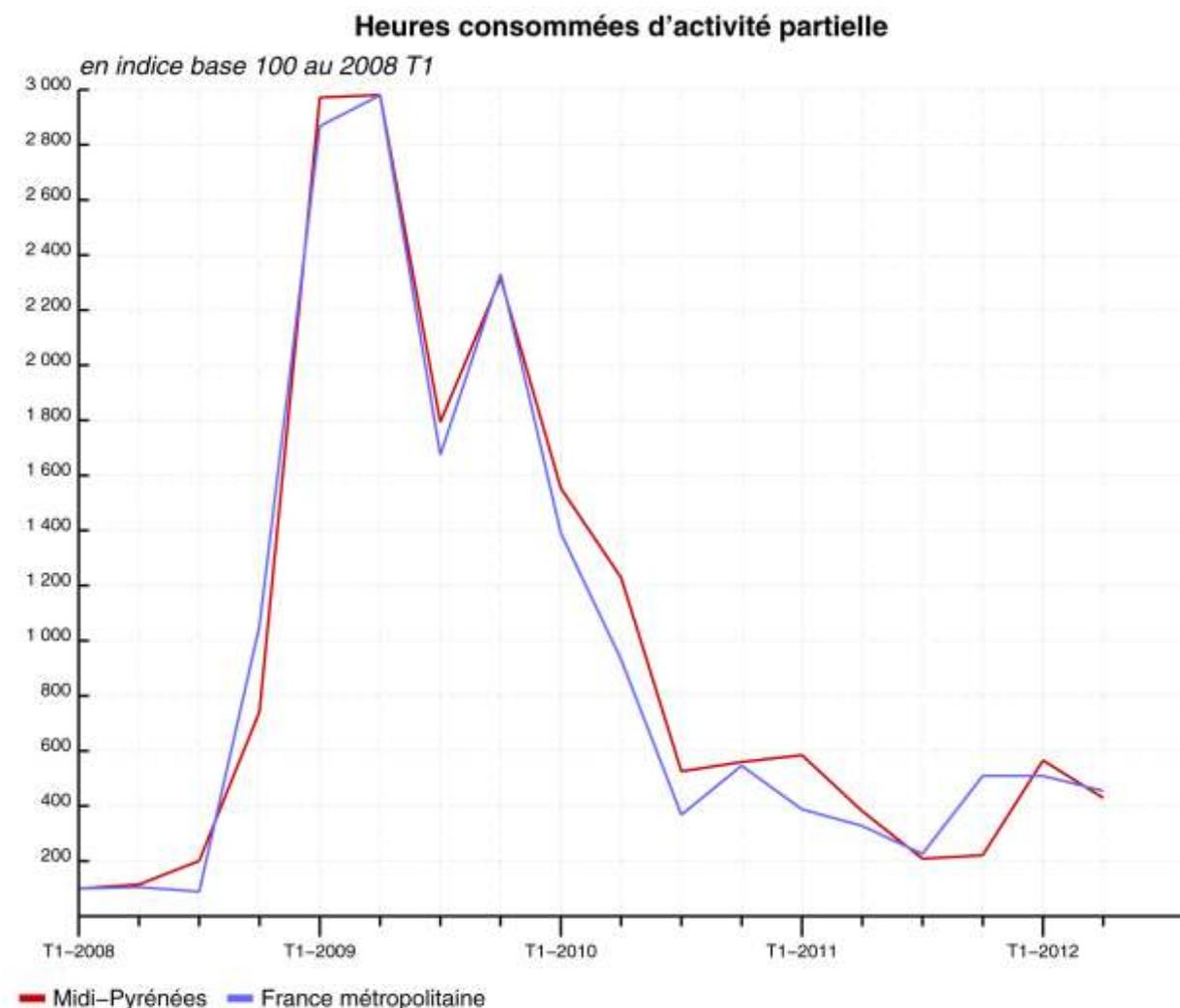
nd : données non disponibles.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES

Chômage

- Fin 2012, quatre départements de Midi-Pyrénées sont plus particulièrement touchés par le chômage : l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. Le taux de chômage y est plus élevé qu'en moyenne dans la région. À l'inverse, il est structurellement plus faible en Aveyron et dans le Gers. En Haute-Garonne et dans le Lot, le taux de chômage est comparable à la moyenne régionale. En 2012, le chômage augmente dans tous les départements de la région. La dégradation est la plus forte en Ariège, dans les Hautes-Pyrénées et en Aveyron. Elle est un peu atténuée dans le Tarn-et-Garonne. La hausse du chômage suit la tendance régionale dans les autres départements.



Note : données brutes, hors conventions FNE et APLD (activité partielle de longue durée).

Source : DARES-DGEFP, extraction Silex.

La demande d'emploi augmente pour la 5^e année consécutive

- Fin 2012, quelques 227 900 Midi-Pyrénéens sont demandeurs d'emploi en recherche active d'emploi (catégories A, B et C), soit 17 500 de plus qu'un an auparavant (+ 8,3 %). Pour la 5^e année consécutive, la demande d'emploi progresse sans discontinuer en Midi-Pyrénées. Contrairement aux deux années précédentes, la hausse en 2012 est un peu moins soutenue dans la région qu'en France métropolitaine. Au cours des cinq dernières années, la demande d'emploi a progressé de 54 % en Midi-Pyrénées contre 50 % en France métropolitaine. La croissance de la population active, liée principalement aux nouveaux arrivants dans la région, explique en partie cette évolution.

Chômage

- La situation des seniors (50 ans et plus) sur le marché du travail s'est la plus dégradée avec une hausse de 15 % de la demande d'emploi en 2012 et un doublement depuis le début de la crise. La suppression de la dispense de recherche d'emploi ainsi que l'allongement progressif de la durée de cotisation pour l'obtention d'une retraite à taux plein contribuent à cette évolution. La demande d'emploi des moins de 25 ans connaît une dégradation plus mesurée que celle des seniors, mais cette population a surtout été impactée au début de la crise. Pour la tranche d'âge intermédiaire, qui regroupe près des deux tiers des demandeurs d'emploi, la hausse est depuis trois ans autour de 6 % par an. En 2012, contrairement aux deux années précédentes, la demande d'emploi des hommes augmente plus fortement que celle des femmes, en lien avec les pertes d'emploi dans l'intérim et la construction. Les hommes demeurent les principales victimes de la crise avec une hausse de la demande d'emploi de 67 % en cinq ans contre 45 % pour les femmes.

Heures consommées d'activité partielle en Midi-Pyrénées et répartition par secteur utilisateur depuis 2007

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total en milliers d'heures	124	264	2 294	882	318	414
Agriculture	2%	1%	1%	1%	1%	1%
Industrie	63%	72%	87%	73%	62%	53%
Construction	5%	6%	2%	5%	10%	14%
Commerce	6%	9%	3%	6%	6%	7%
Tertiaire	24%	12%	7%	15%	21%	25%

Source : DARES-DGEFP, calculs Direccte Midi-Pyrénées

- En 2012, la demande d'emploi de longue durée (inscription depuis un an ou plus) progresse trois fois plus rapidement que la demande d'emploi de courte durée. Désormais, 39 % des demandeurs d'emploi (soit 88 800) sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an, soit une proportion presque deux fois plus importante qu'avant la crise (21 %). Chez les seniors, plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an ; un senior sur cinq est même inscrit depuis plus de trois ans.

Davantage de chômage partiel

- Les demandes de chômage partiel repartent à la hausse en 2012 en Midi-Pyrénées après trois années consécutives de baisse. Entre mars 2012 et novembre 2012, le chômage partiel n'était plus soumis à une autorisation administrative préalable. Malgré cette absence d'enregistrement durant l'année 2012 liée à la législation, le volume global autorisé aux établissements de la région (1,1 million d'heures) dépasse celui accordé en 2011.
- Les anticipations des chefs d'entreprise ne se concrétisent pas toutes. Selon les estimations provisoires du Ministère en charge du travail et de l'emploi, un peu plus de 400 000 heures de chômage partiel sont effectivement non travaillées sur l'ensemble de l'année 2012. C'est un tiers de plus que l'année précédente, mais la moitié du total de 2010 et cinq fois moins qu'en 2009. En fin d'année, le chômage partiel repart nettement à la hausse.
- Le chômage partiel reste majoritairement industriel (220 000 heures). Malgré une hausse de 10 % en 2012 des heures non travaillées, le poids de l'industrie dans le dispositif tend à diminuer depuis le maximum de 2009 (2 millions d'heures non travaillées, soit 85 % du total régional). À l'inverse, avec 60 000 heures non travaillées, la construction connaît sa pire année depuis le début de la crise. Les heures non travaillées progressent également dans une moindre mesure dans les services marchands et le commerce.

Plus de 18 000 contrats uniques d'insertion

Chômage

Plus de 18 000 contrats uniques d'insertion

- Les Contrats uniques d'insertion (CUI) sont réservés aux personnes reconnues par les institutions comme spécialement désavantagées dans la compétition pour l'accès à l'emploi. En 2012, 18 100 CUI sont signés en Midi-Pyrénées, soit autant qu'en 2011. La répartition entre secteur marchand (89 % des contrats) et secteur non marchand reste stable. La durée de ces nouveaux contrats est de 6 mois au maximum pour les trois quarts d'entre eux. Elle est comprise entre 6 et 12 mois pour le quart restant. Les contrats incluent de plus en plus souvent une action d'accompagnement professionnel. L'aide à la recherche d'emploi progresse notamment fortement pour la seconde année consécutive : 29 % des CUI en prévoient une contre respectivement 17 % et 23 % en 2010 et 2011. L'élaboration d'un projet professionnel est aussi de plus en plus présente. Une aide à la prise de poste est prévue dans plus de la moitié des contrats.
- Le profil des bénéficiaires est proche de celui de 2011. Le niveau de formation des entrants progresse toutefois : davantage de bénéficiaires ont fait des études après le baccalauréat, ceux n'ayant aucun diplôme sont moins nombreux (34 % en 2012 contre 40 % en 2011). Les jeunes de moins de 25 ans bénéficient toujours d'un peu plus d'un tiers des nouveaux CUI, mais le poids des plus de 35 ans progresse légèrement. Deux bénéficiaires sur trois sont des femmes. Les travailleurs handicapés sont plus nombreux que les années précédentes (10 % des bénéficiaires contre 7 % en 2011).

Démarrage des emplois d'avenir

- Les emplois d'avenir ont pour ambition d'améliorer l'insertion professionnelle et l'accès à la qualification des jeunes peu ou pas qualifiés, confrontés à des difficultés particulières d'accès à l'emploi. L'État soutient ainsi la création de plus de 3 600 emplois d'avenir en Midi-Pyrénées d'ici fin 2013 (85 000 pour la France métropolitaine). Ces emplois d'avenir doivent permettre aux jeunes d'accéder à une première expérience professionnelle reconnue sur le marché du travail et/ou à acquérir des compétences leur permettant d'évoluer vers un autre emploi. En 2012, une soixantaine de contrats ont été signés en Midi-Pyrénées sur les quelques 1 200 signés en France sur les deux derniers mois de l'année.

Progression de l'apprentissage mais recul des contrats de professionnalisation

- L'alternance fait également partie des moyens privilégiés pour faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail à travers les contrats de professionnalisation et d'apprentissage. Les deux dispositifs suivent une évolution contrastée avec une progression de 3 % sur l'année 2012 pour l'apprentissage (la hausse est du même ordre sur l'ensemble de la « campagne 2012 » allant de juin 2012 à mai 2013) et un repli de 3 % des contrats de professionnalisation. Même si les trois quarts des bénéficiaires des contrats de professionnalisation ont moins de 25 ans, la part des jeunes diminue pour la seconde année consécutive. Les contrats sont un peu moins longs que les années précédentes : 65 % durent un an maximum, proportion jamais atteinte auparavant. Les contrats sont légèrement plus courts dans les grands établissements et dans le secteur de la construction.

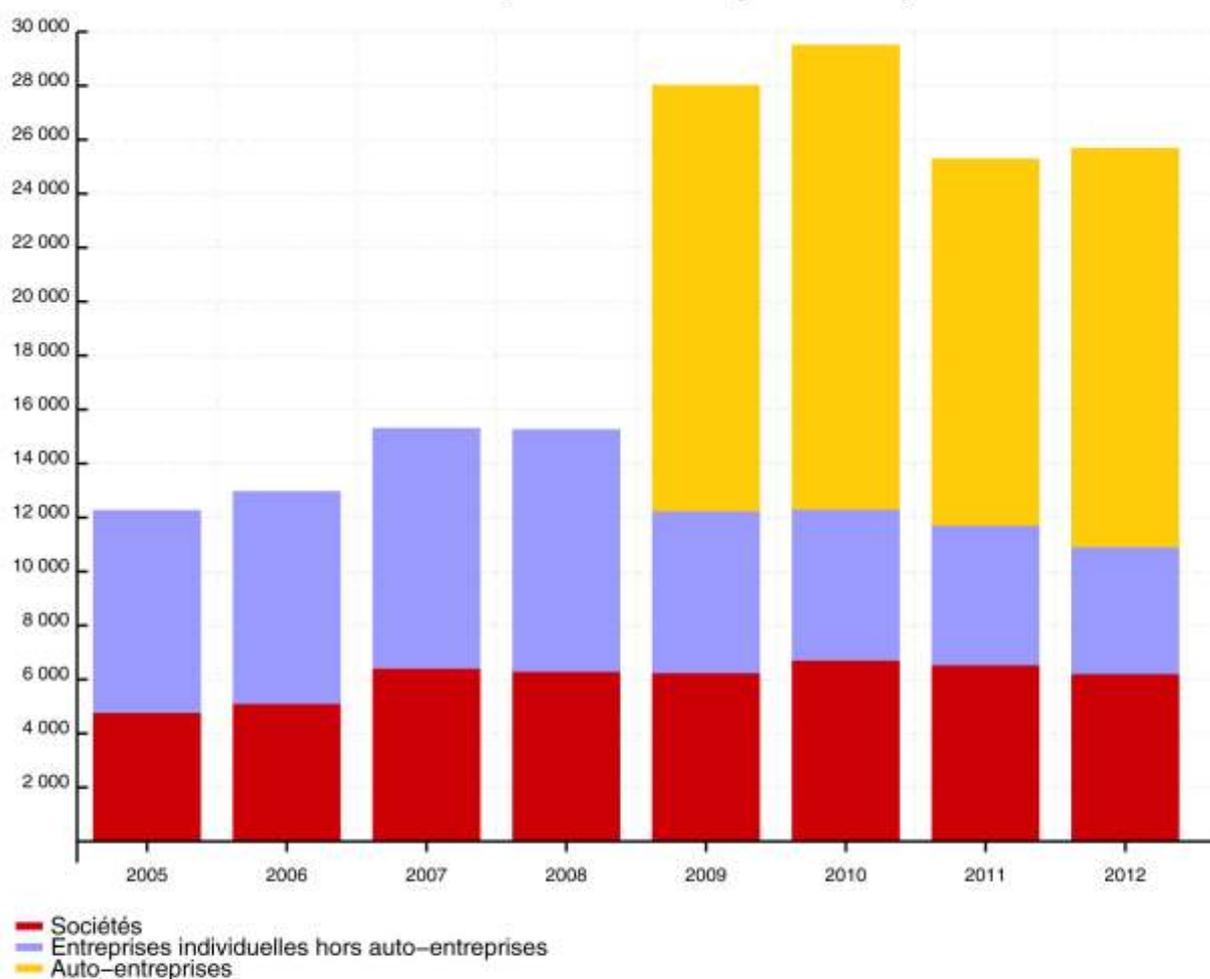
DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Auteur Marie-Claire Tesseyre (Insee)

Un peu plus d'entreprises créées et toujours autant de défaillances

- En 2012, le nombre de créations d'entreprises repart légèrement à la hausse en Midi-Pyrénées grâce au rebond des immatriculations d'auto-entreprises. Les défaillances d'entreprises restent stables à un niveau toujours élevé depuis la crise.
- En 2012, 25 700 entreprises ont vu le jour en Midi-Pyrénées. Le nombre total d'entreprises créées dans la région repart en légère hausse en 2012 (+ 1,6 %) après une baisse marquée en 2011 (- 14,3 %). Midi-Pyrénées est la 4^e région de métropole où les créations d'entreprises augmentent le plus en 2012. La progression des immatriculations d'auto-entreprises (+ 8,8 %) y fait plus que compenser le recul des autres créations d'entreprises individuelles (- 9,3 %) et la baisse des sociétés créées (- 5,0 %). Au niveau national, le nombre de nouveaux auto-entrepreneurs augmente moins fortement (+ 5,6 %)

Créations d'entreprises dans la région Midi-Pyrénées



Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

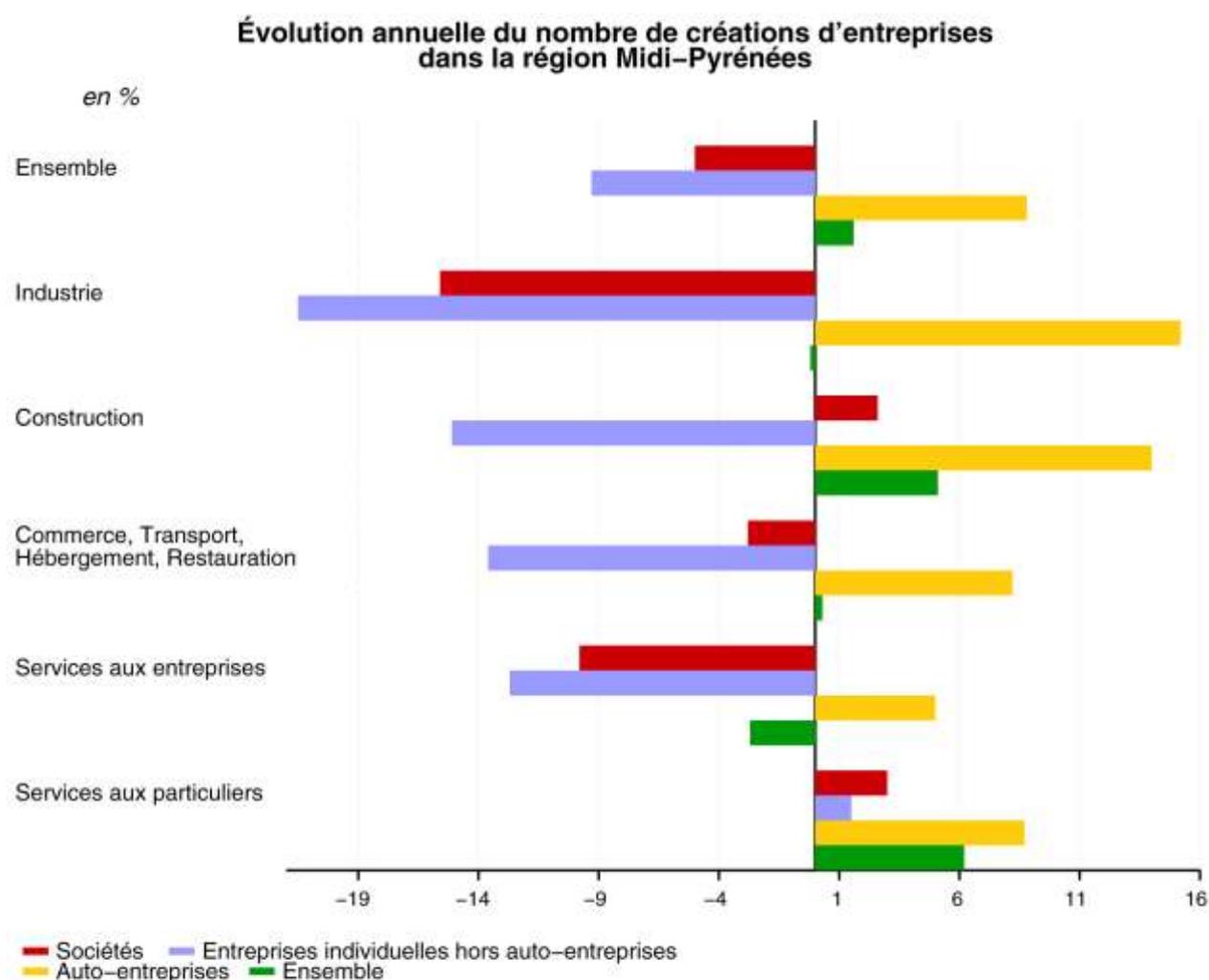
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

Démographie des entreprises

qu'en Midi-Pyrénées et le nombre total d'entreprises créées est stable en 2012. Depuis la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur en 2009, les immatriculations d'auto-entreprises sont majoritaires dans l'ensemble des créations, en Midi-Pyrénées (58 % en 2012) comme en France (56 %).

Augmentation des créations dans la construction et les services aux particuliers

- Grâce au regain des créations d'auto-entreprises en 2012, le nombre total d'entreprises créées en Midi-Pyrénées est stable ou en hausse dans la plupart des secteurs d'activité, mise à part la baisse marquée dans les activités immobilières, financières et d'assurance (- 18,1 %) regroupées au sein des services aux entreprises (- 2,7 %). Les hausses sont les plus fortes dans les services aux particuliers (+ 6,2 %) et la construction (+ 5,1 %).
- Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises sont en chute dans la plupart des secteurs d'activité de la région à l'exception des services aux particuliers (+ 1,8 %) et notamment du sous-secteur « Enseignement, santé humaine et action sociale ». Les baisses les plus significatives concernent l'industrie (- 17,2 %) et les services aux entreprises (- 10,8 %) avec un recul prononcé dans



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

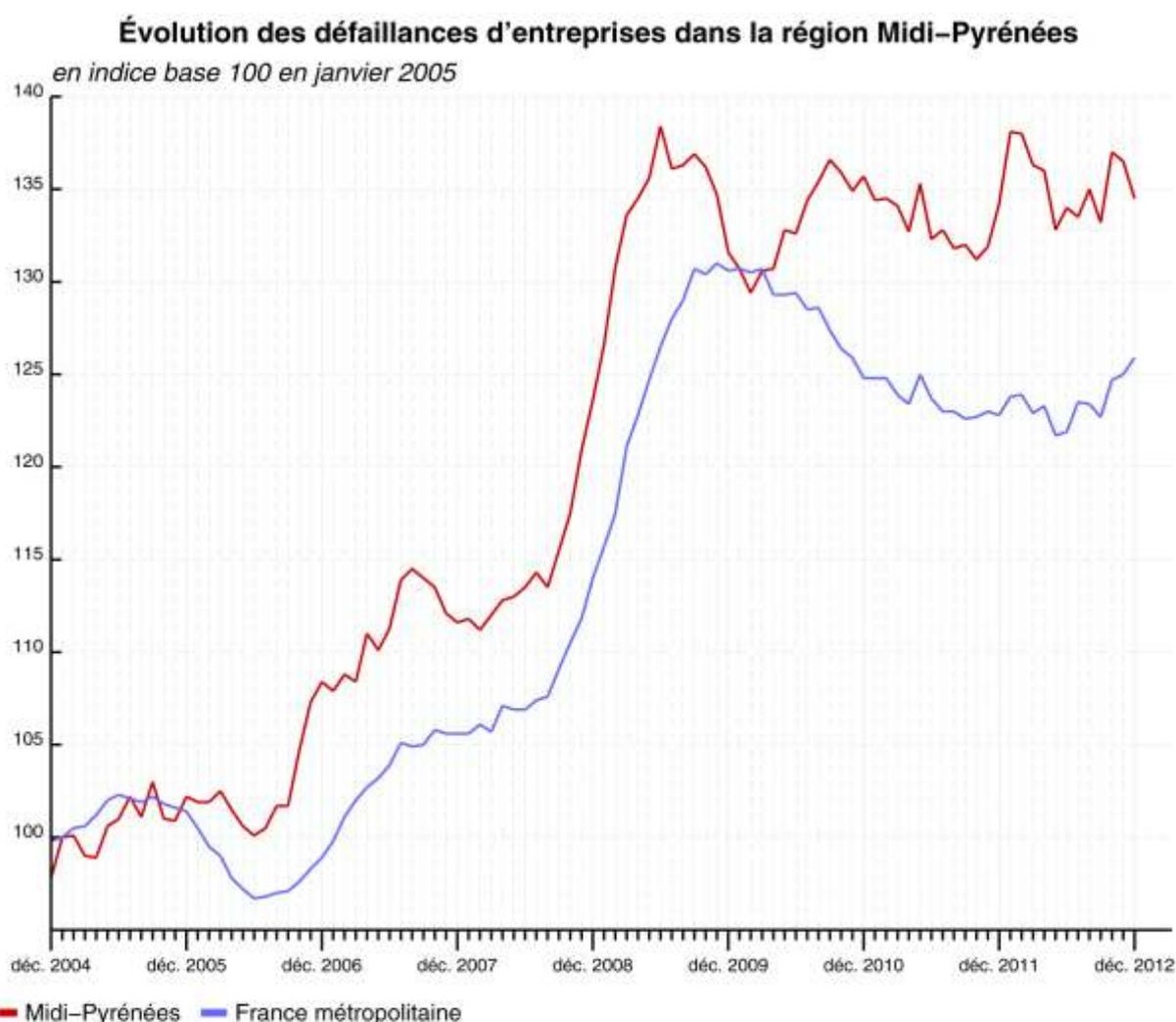
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

Démographie des entreprises

les activités immobilières et financières mais aussi dans le secteur de l'information-communication. La diminution est moins marquée dans la construction où le nombre de nouvelles sociétés progresse.

Des créations en hausse dans la majorité des départements

□ En 2012, les créations d'entreprises repartent à la hausse dans la plupart des départements de Midi-Pyrénées, à l'exception du Lot (- 4,2 %) et du Gers (- 2,2 %). Le rebond reste modéré en Haute-Garonne (+ 0,9 %), département qui concentre la moitié des créations régionales. La hausse est plus soutenue dans le Tarn-et-Garonne (+ 5,9 %), l'Ariège (+ 4,6 %) et le Tarn (+ 4,4 %) grâce aux immatriculations d'auto-entreprises. Dans le Lot, la progression des nouveaux auto-entrepreneurs ne suffit pas à compenser le fort recul des autres créations d'entreprises individuelles et de sociétés. Le Gers est le seul département de la région où les immatriculations d'auto-entreprises sont en baisse en 2012, alors que les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent.



Note : données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 5/3/13).

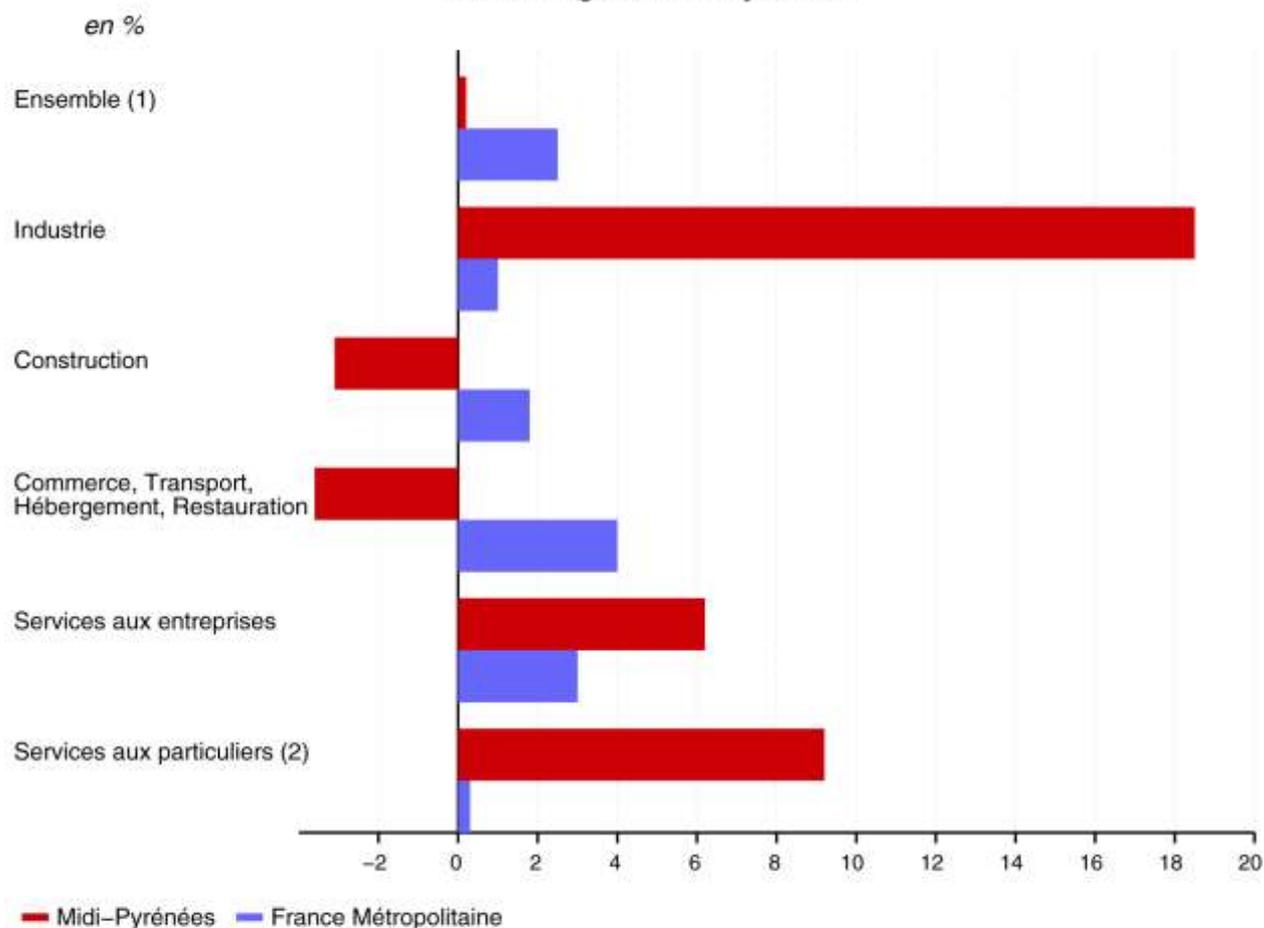


Démographie des entreprises

Les défaillances d'entreprises restent stables à un niveau élevé

- En 2012, 2 615 défaillances d'entreprises ont été jugées en Midi-Pyrénées. Après avoir légèrement reculé en 2011 (- 1,1 %), elles stagnent dans la région (+ 0,2 %) alors qu'elles repartent nettement à la hausse au niveau national (+ 2,5 %). Midi-Pyrénées est la 4^e région de métropole où les défaillances d'entreprises progressent le moins en 2012.
- En Midi-Pyrénées, les défaillances d'entreprises augmentent le plus dans l'industrie, les activités immobilières et les services aux ménages. À l'inverse, elles diminuent dans la construction et le commerce. La Haute-Garonne concentre près de la moitié (47 %) des défaillances d'entreprises régionales en 2012 mais celles-ci y sont en baisse de 2,5 %. Elles reculent aussi sensiblement dans le Tarn (- 5,2 %). À l'inverse, les défaillances progressent fortement en Aveyron (+ 24,8 %) et en Ariège (+ 10,5 %).

Évolution sur un an des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité dans la région Midi-Pyrénées



(1) : y compris agriculture.

(2) : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

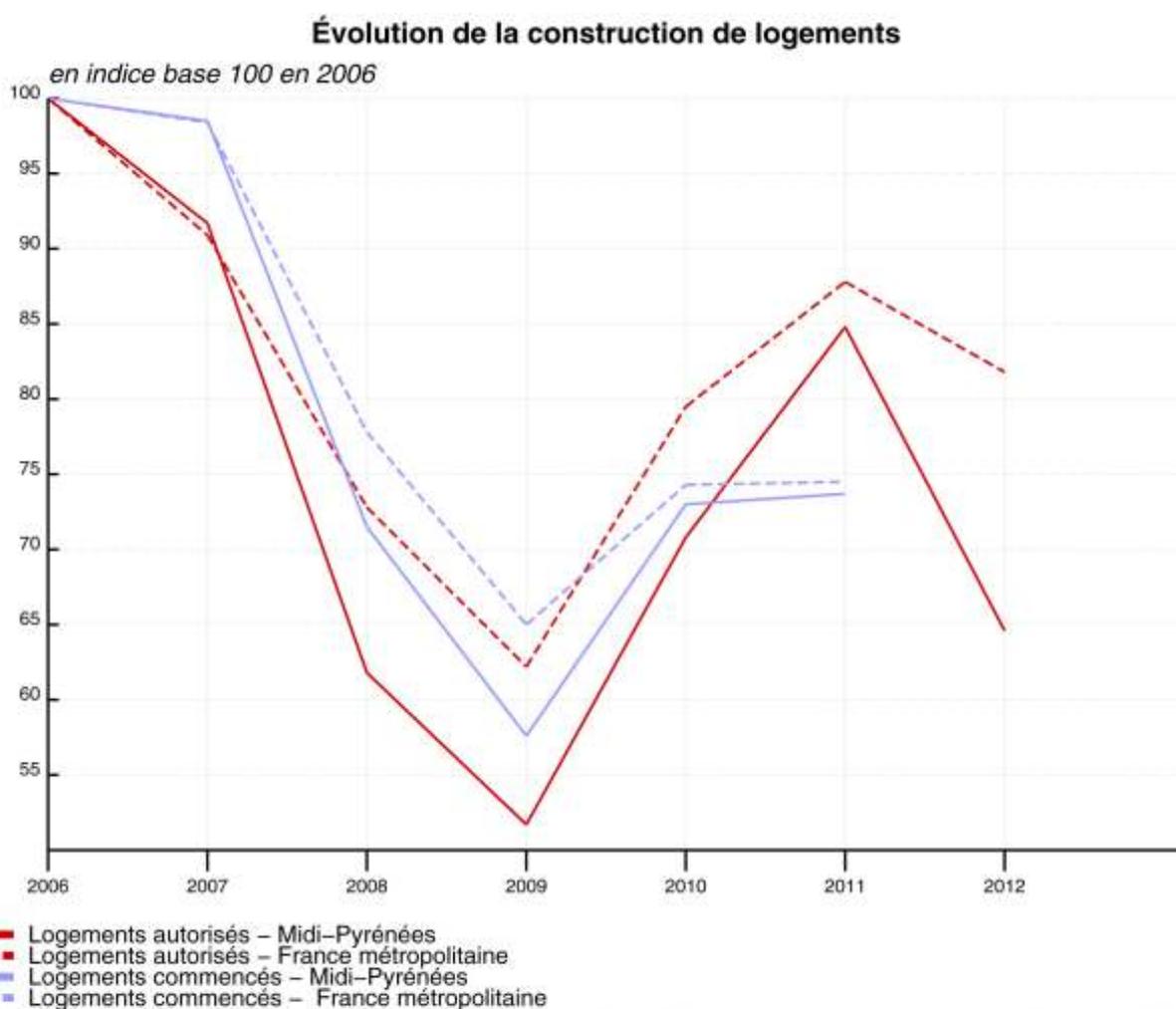
Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 5/3/13).

Auteurs *Claudine Aublette, Sokorn Marigot (Dreal Midi-Pyrénées)*

La construction de logements en crise

- En 2012, le nombre d'autorisations de construire un logement baisse plus fortement en Midi-Pyrénées qu'au niveau national. Ce recul concerne tous les départements à l'exception du Lot. La Haute-Garonne est particulièrement touchée. L'habitat collectif souffre le plus. Sur le marché de l'immobilier, les ventes de logements neufs reculent en 2012, malgré un regain des réservations au cours du second semestre. Le prix moyen au m² des appartements est encore en légère hausse en 2012 alors que les surfaces moyennes tendent à diminuer.



Note : données brutes, en date réelle. Données 2012 non disponibles pour les logements commencés, car le délai de diffusion des séries de mises en chantier en date réelle est de 18 mois.

Champ : logements individuels et collectifs ; France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2.

Construction

Le nombre de logements autorisés baisse plus fortement en Midi-Pyrénées qu'en France métropolitaine

- En Midi-Pyrénées, 23 000 logements sont autorisés à la construction en 2012, soit une baisse de 23,8 % en un an. Cette baisse est nettement plus marquée en Midi-Pyrénées qu'en France métropolitaine (- 6,8 %), malgré une forte demande potentielle de logements liée à l'attractivité démographique de la région. Le repli des autorisations concerne tous les départements à l'exception du Lot. La Haute-Garonne est particulièrement touchée (- 33,5 %) alors que ce département concentre plus de la moitié des logements autorisés dans la région. Les autorisations de construire un logement baissent aussi bien dans l'habitat individuel que dans l'habitat collectif. Le recul est toutefois plus limité pour les maisons individuelles (- 13,0 %) que pour les appartements et résidences (- 35,2 %). Le secteur du logement collectif souffre particulièrement du ralentissement économique observé depuis la mi-2011. De plus, 2012 est marquée par la modification des outils incitatifs et réglementaires : mise sous conditions de ressources du prêt à taux zéro (PTZ+) pour les primo-accédants d'un logement neuf, fin annoncé du dispositif « Scellier » pour l'investissement locatif privé, mise en œuvre de la nouvelle réglementation thermique (RT2012) pour les logements en zone de rénovation urbaine, etc.
- En ligne avec la forte baisse des autorisations de construire un logement, les ouvertures de chantier se replieraient aussi en 2012 en Midi-Pyrénées, après avoir très légèrement progressé en 2011 (+ 1,1 %). L'augmentation des constructions de logements locatifs sociaux et sur des bâtiments

Logements autorisés par département

en %

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total		
	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)
Ariège	665	-11,5	49	-51,5	714	-16,2	-13,5
Aveyron	1 240	-4,0	422	-8,1	1 662	-5,0	-6,1
Haute-Garonne	5 171	-18,0	7 632	-41,1	12 803	-33,5	-4,8
Gers	947	-7,5	124	-15,1	1 071	-8,5	-14,4
Lot	934	-13,8	336	433,3	1 270	10,8	-6,2
Hautes-Pyrénées	1 217	-2,4	268	-39,5	1 485	-12,1	-10,5
Tarn	1 814	-10,8	588	45,2	2 402	-1,5	-7,2
Tarn-et-Garonne	1 436	-14,9	143	-14,9	1 579	-14,9	-7,7
Midi-Pyrénées	13 424	-13,0	9 562	-35,2	22 986	-23,8	-6,8
France métropolitaine	197 148	-8,0	233 286	-5,8	430 434	-6,8	-2,1

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Note : données brutes, en date réelle.

Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@de12.

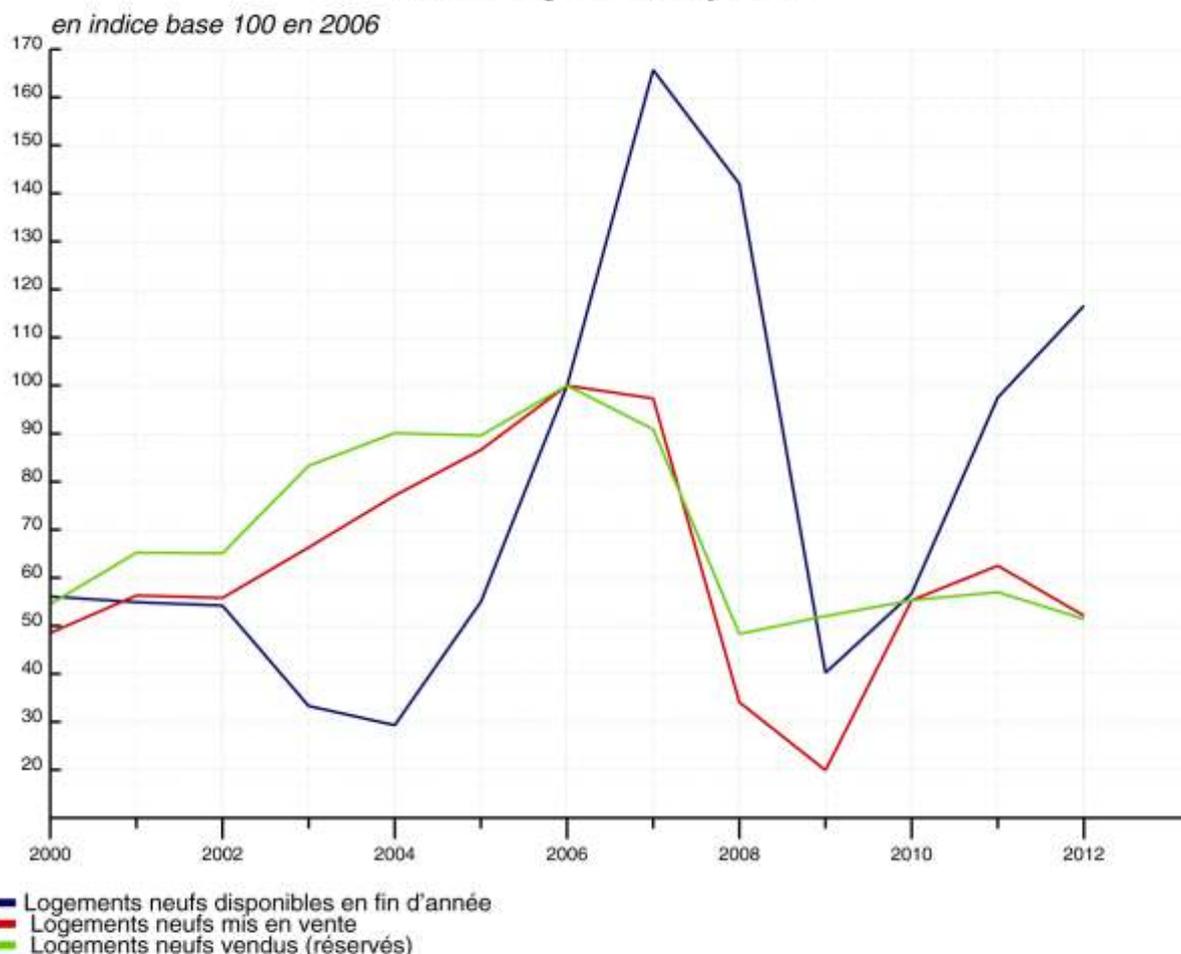
Construction

existants atténuerait la baisse des mises en chantier de logements collectifs neufs. L'investissement des ménages en logement ralentit nettement en 2012, dans un contexte où leur pouvoir d'achat diminue pour la première fois depuis 1984.

Les ventes de logements neufs reculent malgré un regain au second semestre

□ En 2012, moins de 5 500 logements neufs sont mis en vente à destination des particuliers en Midi-Pyrénées, soit une baisse de 16,6 % en un an. Le repli atteint 23,0 % pour les appartements neufs alors que les mises en ventes de maisons neuves (sur lotissement d'au moins 5 logements) augmentent de 55,1 %. Dans le même temps, moins de 4 900 logements neufs trouvent preneurs, soit une baisse de 9,9 % des ventes par rapport à 2011. Ce recul est atténué par un net regain des réservations au cours du second semestre 2012, lié à l'anticipation du durcissement des conditions d'accès au prêt à taux zéro (PTZ+) pour les primo accédants vers le neuf et de la fin du dispositif « Scellier » à compter du 1^{er} janvier 2013. Reflet de la préférence des Français pour la maison individuelle, les ventes de maisons neuves progressent de 28 % en un an mais elles ne constituent que 13 % des réservations. Les réservations d'appartements neufs (87 % des réservations) diminuent de 14 % en un an.

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Midi-Pyrénées



Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

Construction

- L'essentiel des réservations se font sur l'aire urbaine de Toulouse (92 % des réservations régionales), plus précisément dans le pôle toulousain (ville + banlieue).
- Au total, près de 3 800 logements neufs restent disponibles à la vente fin 2012 en Midi-Pyrénées. C'est 19,5 % de plus qu'un an auparavant.

Le prix moyen des appartements encore en légère hausse en Midi-Pyrénées

- En Midi-Pyrénées, le prix des appartements augmente encore légèrement en 2012 (+ 1,0 %) pour s'établir à 3 400 euros le m² en moyenne, alors que les surfaces moyennes tendent à diminuer. Ainsi, le prix des appartements de 1 et 2 pièces, qui représentent la moitié des réservations, progresse au cours de l'année 2012, dépassant les 4 000 euros le m² en fin d'année pour une surface moyenne passant de 39 m² au 1^{er} trimestre 2012 à 36 m² au 4^e trimestre 2012.

Auteur Pierre Defarge-Lacroix (Dreal)

Le transport aérien survole la crise

En 2012, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs baisse fortement en Midi-Pyrénées, de façon un peu plus marquée qu'en France métropolitaine. Les achats de véhicules reculent aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. Le trafic routier de marchandises se replie en 2012 pour la 2^e année consécutive, après le rebond de 2010. Les avions continuent de faire le plein de passagers dans les aéroports de la région, et à Toulouse-Blagnac en premier lieu. La croissance du trafic aérien de passagers est stimulée par l'extension de l'offre à l'international et le développement des lignes à bas coûts.

Forte baisse des immatriculations de véhicules neufs

En 2012, quelque 72 100 voitures neuves ont été immatriculées par des particuliers en Midi-Pyrénées, soit 15 % de moins qu'en 2011. Cette baisse est un peu plus forte dans la région qu'au niveau national (- 14 %). Elle est marquée dans tous les départements de la région : de - 8 % en Ariège à - 18 % dans le Tarn. Les entreprises ont aussi freiné leurs achats de véhicules neufs. En 2012, près de 15 800 véhicules utilitaires légers ont été immatriculés en Midi-Pyrénées, soit une baisse de 12 % comparable à la moyenne nationale (- 11 %). Les ventes baissent fortement dans tous les départements de la région (jusqu'à - 22 % dans les Hautes-Pyrénées), hormis le Tarn où les ventes restent quasiment stables. Les immatriculations de véhicules industriels à moteur baissent de 8 % en 2012 dans la région comme au niveau national. Les ventes de tracteurs routiers et celles de véhicules spécialisés de plus de 3,5 tonnes reculent respectivement de 21 % et de 6 % par rapport à 2011. Dans le même temps, les immatriculations de camions augmentent de 8 % en Midi-Pyrénées alors qu'elles reculent de 4 % en France métropolitaine.

Immatriculations de véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers (1)		Véhicules industriels à moteur (2)		Ensemble immatriculations (3)	
	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)
Ariège	4 128	-7,7	645	-5,4	89	36,9	4 863	-7,0
Aveyron	5 845	-14,2	1 388	-8,1	233	-20,7	7 522	-13,1
Haute-Garonne	33 783	-15,0	8 134	-12,9	950	-12,1	42 981	-14,5
Gers	4 509	-14,6	954	-15,4	119	9,2	5 592	-14,4
Lot	4 047	-14,1	765	-11,9	59	7,3	4 890	-13,5
Hautes-Pyrénées	5 473	-15,2	901	-21,9	82	-14,6	6 473	-16,2
Tarn	9 076	-18,2	1 926	-0,2	251	-13,7	11 380	-14,7
Tarn-et-Garonne	5 212	-13,3	1 072	-16,5	189	20,4	6 492	-13,1
Midi-Pyrénées	72 073	-14,8	15 785	-11,8	1 972	-8,2	90 193	-14,0
France métropolitaine	1 857 013	-14,1	380 254	-10,6	45 631	-7,7	2 288 974	-13,4

Note : données brutes.

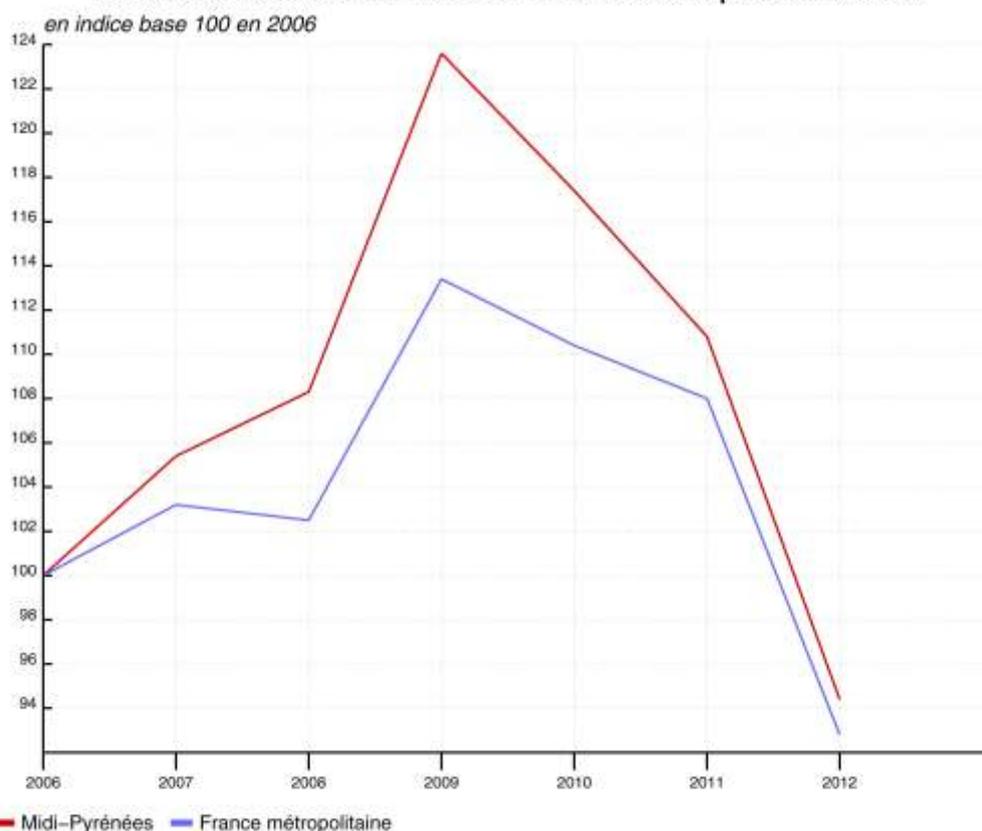
(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

(3) : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV.

Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs



Note : données brutes.

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV.

Transport de marchandises par la route

en %

	2012 (p) (millions de Tonnes- Kilomètres transportés)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans (1)
Midi-Pyrénées			
Entrées dans la région	4 550,4	-4,9	-5,4
Sorties de la région	3 914,3	2,5	-2,8
Intérieur de la région	2 274,0	-7,5	-2,2
Total	10 738,6	-2,9	-3,9
France métropolitaine	254 621,1	-7,9	-4,9

p : données provisoires.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

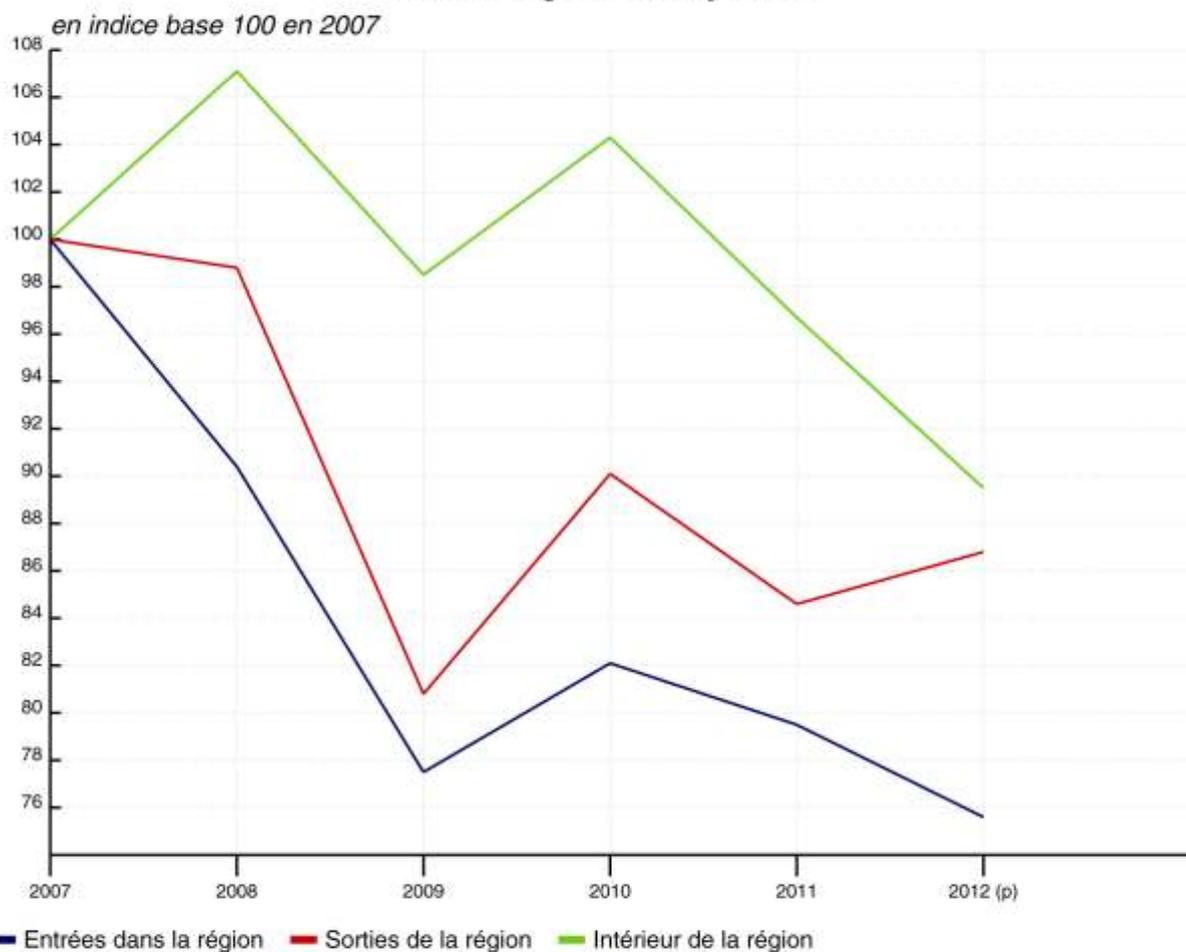
Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

Transport

Nouveau recul du transport routier de marchandises

- En Midi-Pyrénées, le transport routier de marchandises, mesuré en tonnes-kilomètres, recule encore de 3 % en 2012 par rapport à 2011, après - 5 % l'année précédente. Les entrées dans la région (42 % du total des flux) baissent de 5 % alors que les sorties (37 % des flux) progressent de 3 %. À l'intérieur de la région, le transport routier de marchandises (21 % des flux) recule de 8 % par rapport à 2011. Les flux routiers de marchandises dans la région perdent en moyenne près de 4 % par an depuis 2007. Le trafic poids lourds fléchit : la fréquentation du réseau autoroutier par les véhicules lourds recule de 3,4 % en 2012 sur l'ensemble des gares de péages de la région.

Évolution du transport routier de marchandises dans la région Midi-Pyrénées



p : données provisoires.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

Le trafic aérien boosté par l'international et les lignes à bas coûts

- En 2012, près de 8,2 millions de passagers fréquentent les aéroports de Midi-Pyrénées, soit 7 % de plus qu'en 2011. En moyenne sur les cinq dernières années, le trafic aérien de passagers a augmenté de 4 % par an dans la région contre 2 % à l'échelon national. Les vols nationaux sont orientés à la hausse avec 3 % de passagers de plus que l'année précédente et une croissance de 2 % par an en moyenne sur 5 ans. Mais c'est surtout le trafic international qui réalise de très bons résultats avec une progression de 13 % en 2012 par rapport à 2011 et une croissance de 6 % par an en moyenne depuis

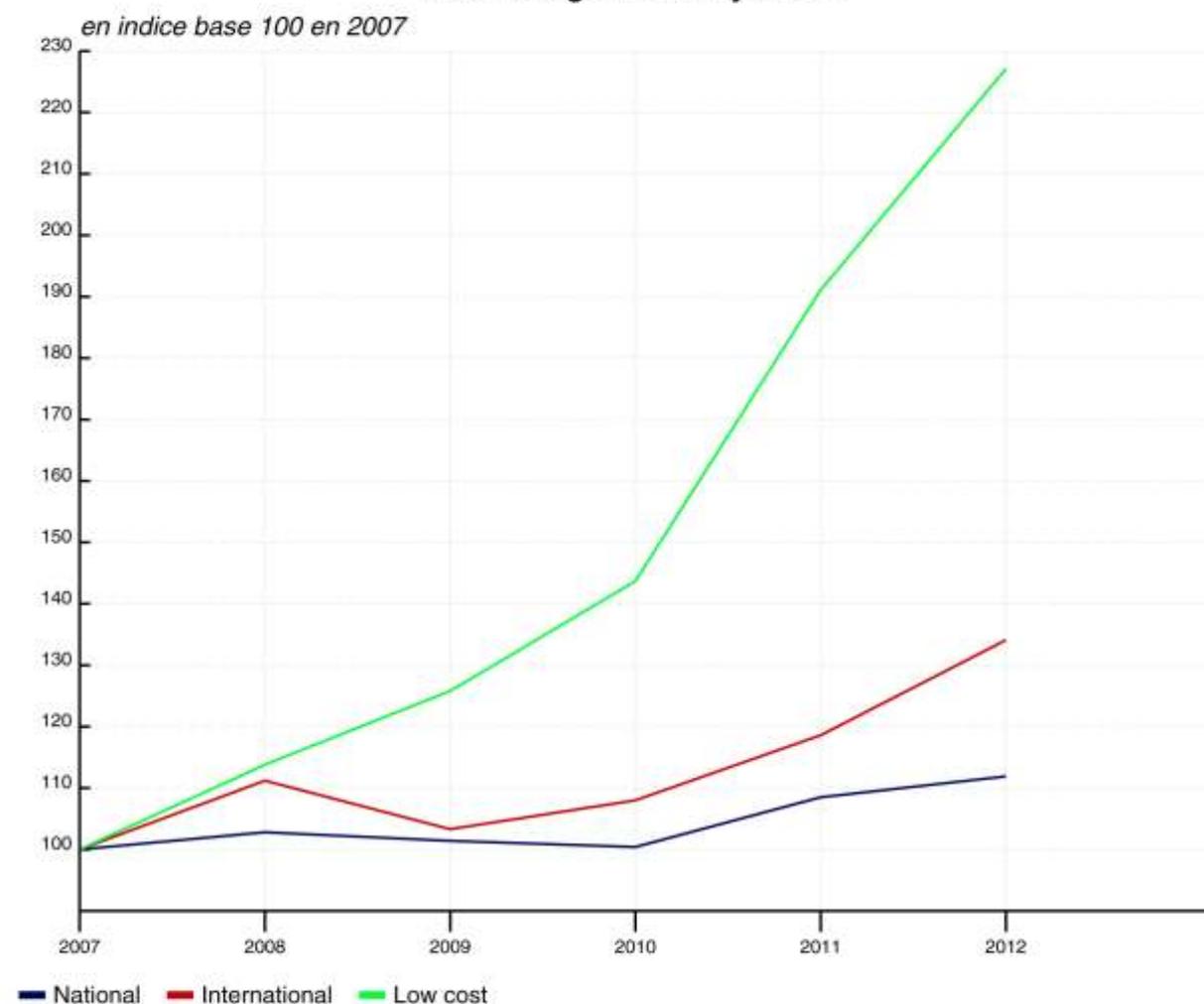
Transport

2007. L'offre des lignes à bas coûts s'étend et attire de plus en plus de passagers : + 19 % en 2012. Sur les cinq dernières années, ces lignes affichent une croissance de 18 % par an en moyenne. Elles représentent 25 % du trafic aérien de passagers en Midi-Pyrénées en 2012 contre seulement 13 % en 2007.

Toulouse-Blagnac, 4^e aéroport de province

□ Avec 7,6 millions de passagers en 2012, l'aéroport de Toulouse-Blagnac représente l'essentiel du trafic aérien de la région. C'est le 4^e aéroport de province, derrière Nice-Côte d'Azur, Lyon-Saint-Exupéry et Marseille-Provence. Fortement stimulée par l'augmentation de l'offre notamment à l'international, sa fréquentation progresse de 8 % en 2012 par rapport à 2011. Le trafic national (4,3 millions de passagers) augmente de 3,4 %. La fréquentation des deux lignes vers Paris domine : elle est stable sur Paris-Orly et recule légèrement sur Paris-Charles-de-Gaulle. Celle des lignes régionales progresse de 17 % en 2012. Avec 3,2 millions de passagers, le trafic international enregistre une fois encore d'excellents résultats : + 16 % en 2012 après + 12 % en 2011. Dopé par le lancement de nouvelles destinations, le trafic passagers des lignes régulières internationales

Évolution du nombre de passagers des aéroports dans la région Midi-Pyrénées



Source : Union des aéroports français.

Transport

progresses fortement (+ 22 %), notamment sur l'Union européenne (+ 18 %). L'attrait des lignes à bas coûts se renforce (+ 19 %), avec 1,9 million de passagers cette année. À l'inverse, le trafic charter recule de 25 % par rapport à l'année 2011.

Passagers des aéroports

en %

	Midi-Pyrénées			France métropolitaine	
	Passagers 2012 (nombre)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans (1)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans (1)
Lignes nationales	4 509 398	3,1	2,3	2,4	0,5
Lignes internationales	3 585 911	13,1	6,0	3,4	2,1
Transit	69 790	-8,8	0,9	-6,2	-4,5
Total	8 165 099	7,2	3,8	3,0	1,6
dont lignes à bas coût (low cost)	2 046 786	18,8	17,8	9,5	9,3
Part des lignes à bas coût (low cost) (en %)	25,1	///	///	///	///

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Note : données brutes.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Source : Union des aéroports français.

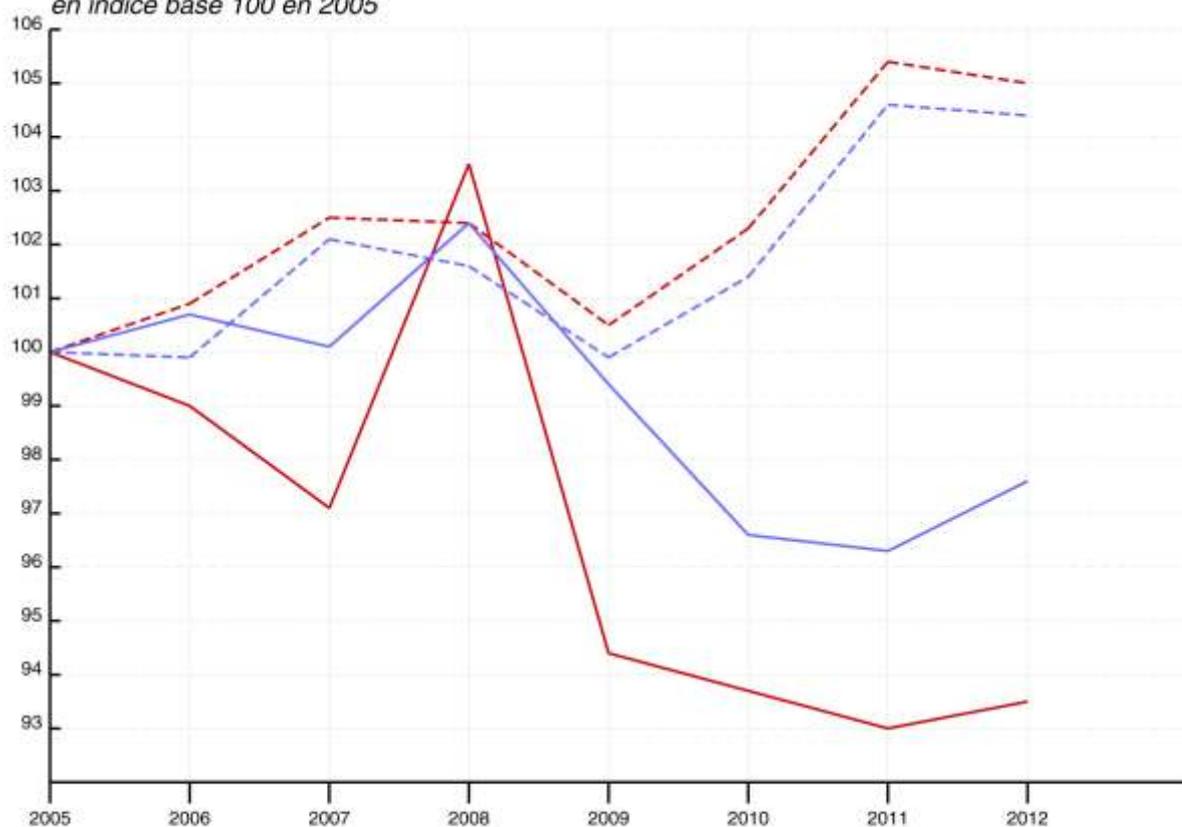
Auteurs *Françoise Lajarrige, Stéphane Meloux (Insee)*

Léger rebond de la fréquentation touristique

- Après trois années de baisse consécutive, la fréquentation touristique des hôtels et des campings de Midi-Pyrénées augmente légèrement en 2012. Le nombre de nuitées y progresse de 0,6 % par rapport à 2011. Sur cette même période, la fréquentation touristique baisse de 0,4 % au niveau national. Sur l'ensemble de l'année 2012, Midi-Pyrénées accueille 5,5 millions de touristes totalisant 13,1 millions de nuitées dans ses hôtels et ses campings. Bien qu'en légère hausse, la fréquentation touristique régionale reste loin de son niveau d'avant 2008. Avec 4 % de la fréquentation nationale, la région est la 8^e région la plus touristique de France en termes de nuitées.
- En 2012, les hôtels de la région accueillent 4,6 millions de touristes pour 8,6 millions de nuitées. L'activité hôtelière en terme de nuitées place Midi-Pyrénées au 4^e rang des régions de France métropolitaine derrière l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes. Elle devance de

Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

en indice base 100 en 2005



- Nombre de nuitées – Midi-Pyrénées
- - - Nombre de nuitées – France métropolitaine
- Nombre d'arrivées – Midi-Pyrénées
- - - Nombre d'arrivées – France métropolitaine

Note : Les données hôtellerie jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées". Les données camping 2012 sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux.

peu l'Aquitaine, contrairement à l'année 2011. Entre 2011 et 2012, la fréquentation hôtelière progresse de 0,4 % dans la région, mettant fin à une baisse continue depuis 2008. Ce regain se traduit par une légère augmentation du taux d'occupation (+ 0,2 %) alors que le nombre de chambres offertes augmente de 0,4 %. Plus de trois clients sur quatre sont Français, même si les étrangers séjournent plus longtemps dans la région : 2,3 jours contre 1,7 jour pour la clientèle française.

Le tourisme d'affaires dope la fréquentation dans l'agglomération toulousaine

□ Si globalement la fréquentation hôtelière augmente très légèrement en Midi-Pyrénées, le tourisme d'affaires progresse quant à lui de 6 % et représente désormais 38 % des nuitées en 2012 (+ 2 points par rapport à 2011). À eux seuls, les hôtels de l'agglomération de Toulouse hébergent plus de la moitié des touristes d'affaires de Midi-Pyrénées. Ainsi, la clientèle professionnelle séjourne 1,7 million de nuitées dans l'agglomération de la ville rose en 2012, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2011. Au total, l'agglomération toulousaine accueille 29 % de la fréquentation hôtelière de Midi-Pyrénées, soit 2 points de plus qu'en 2011. Le nombre de nuitées dans le département de la Haute-Garonne atteint ainsi 2,8 millions, soit 7 % de plus qu'en 2011. La fréquentation hôtelière augmente aussi dans le Tarn-et-Garonne en 2012 (+ 2 %), grâce notamment à la présence de salariés venus effectuer la visite décennale de la centrale nucléaire de Golfech.

Le nouveau classement des hébergements touristiques

La nouvelle réglementation de classement hôtelier instaurée par la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 et entrée en application le 23 décembre 2009 est mise en œuvre progressivement jusqu'au 23 juillet 2012 (date de l'abandon de l'ancien classement). Plus contraignante pour les hôtels, elle vise à améliorer à la fois la qualité des équipements et des services, à harmoniser les critères au niveau national et international et crée une nouvelle catégorie « 5 étoiles ». Les demandes de reclassement dans le nouveau dispositif sont volontaires. Les premières demandes émanent surtout d'établissements 2 et 3 étoiles : elles débouchent la plupart du temps sur des reclassements en 3 et 4 étoiles. C'est ce qui explique en partie que la capacité en hôtels de 0 à 2 étoiles s'est fortement réduite en un an. Ce nouveau classement et l'instauration de nouvelles normes de sécurité (arrêté du 26 octobre 2011) conduisent certains hôtels à cesser leur activité hôtelière ou à l'exercer hors classement.

En Midi-Pyrénées, les premiers classements ont été délivrés au 2^e trimestre 2010. Au 31 décembre 2012, les deux tiers des hôtels et des campings de Midi Pyrénées ont obtenu leur nouveau classement Atout France. En Haute-Garonne, plus des trois quarts des hôtels sont dans ce cas. Dans les autres départements, le taux d'hôtels homologués selon la nouvelle classification varie de 49 % dans le Tarn à 71 % dans le Gers. Pour les campings, ce taux s'échelonne entre 55 % en Tarn-et-Garonne et 71 % dans les Hautes-Pyrénées.

Pour plus d'informations : www.atout-france.fr.

Un tourisme culturel en baisse à Lourdes

□ Lourdes est l'autre pôle touristique dominant de Midi-Pyrénées. Mais, à l'inverse de Toulouse, la fréquentation touristique continue d'y chuter en 2012. Après une baisse de 8 % entre 2010 et 2011, les hôtels de la cité mariale perdent encore 2 % de nuitées entre 2011 et 2012. Cette diminution est due à un recul simultané de la fréquentation de la clientèle française (- 2 %) et étrangère (- 3 %). En août 2012, mois où la fréquentation est maximale cette année à Lourdes, les nuitées reculent de 12 % autant pour les Français que pour les étrangers. Au total, Lourdes ne représente plus que 28 % de la fréquentation régionale en 2012, contre 29 % en 2011 et 31 % en 2010.

Stations de montagne : début d'année au ralenti, fin d'année tout schuss.

- Au 1^{er} trimestre 2012, la neige peu abondante sur le Massif pyrénéen explique pour partie la timide hausse de la fréquentation des hôtels de montagne (+ 0,6 %) par rapport au 1^{er} trimestre de l'année précédente. La fréquentation au cours de ce trimestre est plutôt à la baisse dans les stations de l'Ariège et des Hautes Pyrénées alors que celle des stations de la Haute-Garonne est en forte progression.

Nombre de nuitées dans les hôtels par département

en %

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2012 par une clientèle étrangère
	2012 (en milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans (1)	
Ariège	254	-1,9	-2,9	14,2
Aveyron	789	-3,1	-1,2	11,1
Haute-Garonne	2 782	7,1	0,8	22,2
Gers	248	-5,3	-2,8	8,5
Lot	568	-4,1	-2,6	17,9
Hautes-Pyrénées	3 147	-2,8	-3,8	50,6
Tarn	473	-0,4	0,0	12,3
Tarn-et-Garonne	326	2,5	0,9	8,6
Midi-Pyrénées	8 588	0,4	-1,7	29,6

Note : Les données jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées".

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux.

- En décembre 2012, grâce à une météo plus propice aux sports d'hiver, les touristes sont en revanche nombreux au rendez-vous. Leurs séjours dans les hôtels des stations de montagne progressent de 16 % en nombre de nuitées par rapport à décembre 2011. Le taux d'occupation (39 %) augmente de 9 points. Ces excellentes conditions climatiques, couplées avec une diversification accrue des activités proposées dans certaines stations (Tourmal et Luz Ardiden notamment) expliquent la forte hausse de la fréquentation hôtelière des stations des Hautes-Pyrénées (+ 19 % en nombre de nuitées). Les stations haut-garonnaises et ariégeoises finissent aussi l'année « tout schuss » avec un taux d'occupation en hausse respective de 13 et 2 points.

Des campeurs plus nombreux mais qui séjournent moins longtemps

- Entre mai et septembre 2012, 874 000 campeurs sont venus en Midi-Pyrénées, soit 5 % de plus que la saison précédente. Cependant leur séjour est moins long : ils restent en moyenne 5,2 jours dans les campings de la région en 2012, soit 0,2 jour de moins qu'en 2011. Avec 4,5 millions de nuitées enregistrées pour la saison, la fréquentation des campings de Midi-Pyrénées augmente de 1 % par

Les hébergements collectifs de Midi-Pyrénées accueillent 912 000 touristes en 2012

En 2012, les hébergements collectifs (résidences hôtelières et de tourisme, villages vacances, auberges de jeunesse, etc.), de Midi-Pyrénées accueillent 912 000 touristes qui séjournent 4,5 millions de nuitées. Avec 5 % des nuitées de France métropolitaine sur ce segment de l'offre d'hébergement, Midi-Pyrénées est au 6^e rang des régions de métropole. La clientèle étrangère représente 15 % des nuitées régionales. Les résidences de tourisme et les résidences hôtelières concentrent plus des deux tiers des nuitées, les villages vacances et maisons familiales plus du quart, le reste se répartissant entre auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour et centres sportifs. La durée moyenne de séjour dans les hébergements collectifs est de 5 jours en 2012. Les séjours les plus longs se déroulent dans les villages vacances et les maisons familiales où on loue plus souvent à la semaine. Le taux d'occupation est de 26 % en moyenne sur l'année. Les pics d'occupation ont lieu pendant les vacances d'été (36 % en juillet, 44 % en août) et en février (37 %).

rapport à la saison précédente. En France métropolitaine, elle diminue dans les mêmes proportions. L'augmentation est particulièrement marquée en Haute-Garonne (+ 9 %), en Ariège (+ 5 %) et dans le Gers (+ 3 %). À l'inverse, la fréquentation baisse de 1 à 3 % dans les campings des Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne. Elle reste stable dans le Lot et l'Aveyron, départements qui concentrent 44 % de la fréquentation régionale. Au total, avec 4 % de la fréquentation nationale des campings, Midi-Pyrénées se classe au 8^e rang des régions métropolitaines et au 2^e des régions sans littoral.

Les Français font la pluie et le beau temps

- Sur l'ensemble de la saison 2012, de mai à septembre, la fréquentation de la clientèle française, près des deux tiers des campeurs, augmente de 2 % en Midi-Pyrénées, alors que celle des étrangers baisse de 1 %. Les conditions météorologiques influent fortement sur la fréquentation de l'hôtellerie de plein air. Les mois de juin et juillet, moroses et pluvieux, contribuent au recul de la fréquentation des campings : - 8 % en juin et - 3 % en juillet par rapport à juin et juillet 2011. Inversement, ces derniers profitent de la vague de chaleur tardive : + 2 % en août et + 12 % en septembre par rapport aux mêmes mois de 2011.

Développement d'un tourisme espagnol de proximité

- En 2012, parmi les campeurs étrangers habituels de Midi-Pyrénées (Hollandais, Anglais, Belges, Allemands, Espagnols...), seuls les Espagnols viennent plus nombreux et séjournent plus longtemps qu'en 2011 (+ 0,2 jour) : leur fréquentation progresse de 17 % par rapport à la saison précédente. Ils passent principalement leurs vacances dans le sud de Midi-Pyrénées, dans les campings des Hautes-Pyrénées (44 % des nuitées) et de l'Ariège (16 %). En cela, les Espagnols se comportent différemment de l'ensemble de la clientèle étrangère puisque plus d'un étranger sur deux, lorsqu'il n'est pas Espagnol, campe dans le nord de la région : 32 % dans l'Aveyron et 22 % dans le Lot. Au final, avec 6 % des nuitées étrangères, les Espagnols restent au pied du podium, derrière les Belges (11 %), les habitants du Royaume-Uni (12 %) et surtout les Hollandais (61 %).

Français et étrangers : une pratique différente du camping

- Depuis cinq ans, la fréquentation est en progression dans les campings milieu ou haut de gamme de Midi-Pyrénées, tout type d'emplacements confondus. En 2012, cette tendance se confirme avec une hausse des nuitées de 3 % dans cette gamme de camping, essentiellement due à l'augmentation de la fréquentation de la clientèle française (+ 5 %). Celle des étrangers y baisse de 2 %. Ces derniers privilégient les campings de catégorie inférieure : leur fréquentation y augmente de 3 % contre une

Tourisme

baisse de 6 % de la clientèle française. Dans les campings milieu ou haut de gamme, 85 % de la clientèle reste française. Pour celle-ci, c'est aujourd'hui un choix de vacances de plus en plus attractif tout en privilégiant le confort des emplacements équipés : mobil homes, location de chalets ou de bungalows. Sur ce type d'emplacement, les nuitées françaises augmentent de 6,3 % en 2012 alors que celles des étrangers reculent de 4,4 %.

Nombre de nuitées dans les campings par département

en %

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2012	
	2012 (en milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans (1)	par une clientèle étrangère	sur emplacements locatifs
Ariège	477	4,8	1,6	21,9	35,6
Aveyron	1 098	0,3	0,9	38,1	32,0
Haute-Garonne	305	8,5	1,9	25,2	34,8
Gers	409	2,5	-0,8	33,9	43,9
Lot	893	0,3	1,5	32,3	40,4
Hautes-Pyrénées	823	-0,6	-0,1	21,8	31,0
Tarn	292	-3,0	3,7	26,5	43,7
Tarn-et-Garonne	206	-2,8	6,0	34,2	29,4
Midi-Pyrénées	4 503	1,0	1,2	30,1	35,8
France métropolitaine	105 682	-1,0	1,6	33,6	44,6

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Note : données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux.

Auteur *Bertrand Ballet (Insee)*

Construction aéronautique : la croissance reste forte

- En 2012, le trafic aérien mondial de passagers progresse toujours à un rythme soutenu. Dans ces conditions, la demande des compagnies aériennes reste solide et la croissance de la construction aéronautique d'avions civils de plus de 100 places est forte. Airbus et Boeing battent chacun leur record de livraisons. Les commandes continuent de pleuvoir dopées par les nouvelles versions des monocouloirs des deux constructeurs, remotorisés et plus économes en carburant. En Midi-Pyrénées, l'augmentation des cadences de production aéronautique met la chaîne d'approvisionnement sous tension avec des perspectives d'embauche et d'investissement en hausse. Dans le secteur spatial, l'activité des deux constructeurs de satellites toulousains reste soutenue en 2012 malgré un marché de plus en plus compétitif.

Le trafic aérien mondial de passagers progresse de plus de 5 % en 2012

- La croissance du trafic aérien mondial de passagers est restée forte en 2012, malgré le ralentissement de l'activité économique. Le trafic passagers progresse de 5,3 % en 2012 après + 5,9 % en 2011, selon les statistiques de l'Association du transport aérien international (IATA). La croissance est plus forte sur les lignes internationales (+ 6,0 %) que sur les marchés intérieurs. Dans les deux cas, elle est principalement soutenue par les compagnies aériennes des pays émergents, en particulier celles du Moyen-Orient. Contrastant avec le transport de passagers, le marché du fret aérien s'est encore replié de 1,5 % en 2012 après - 0,6 % en 2011. Le secteur souffre du ralentissement du commerce mondial et du changement dans la nature des biens échangés. Ceux-ci ont davantage été des matières premières, pour lesquelles le transport maritime est plus approprié.

Record de production pour Airbus et Boeing

- Dans ce contexte de progression soutenue du trafic aérien mondial de passagers, la construction aéronautique d'avions civils de plus de 100 places, dominée par Airbus et Boeing, affiche une croissance solide en 2012. Les deux constructeurs livrent 1 189 avions en 2012, soit 18 % de plus qu'en 2011. Grâce aux succès de leurs nouveaux monocouloirs remotorisés, A320Neo pour Airbus et B737Max pour Boeing, les deux avionneurs engrangent 2 250 nouvelles commandes en 2012, soit presque autant qu'en 2011 (2 340 ventes). Ainsi, leurs carnets de commandes (4 682 appareils pour Airbus et 4 373 pour Boeing) leur assurent environ sept années de production.

Airbus cède sa place de leader

- Avec 588 avions livrés en 2012, Airbus bat à nouveau son record de livraison, pour la 10^e année consécutive. En particulier, l'avionneur européen livre 30 très gros porteurs A380, soit 4 de plus qu'en 2011. Airbus perd toutefois sa position de leader mondial du secteur face à Boeing, tant en nombre d'avions livrés qu'en nombre de commandes reçues. L'avionneur américain remet en effet 601 appareils à ses clients en 2012. Comme Airbus en 2011, Boeing réalise en 2012 la 2^e meilleure année commerciale de son histoire (après 2007) avec 1 339 nouvelles commandes brutes (c'est à dire sans tenir compte des annulations de commandes précédentes) dont 914 du nouveau programme 737 Max remotorisé. Airbus repasse derrière son concurrent pour la première fois depuis 2006, mais l'avionneur européen dépasse tout de même ses objectifs de vente avec 914 nouvelles commandes en 2012. Il ne vend toutefois que 9 super jumbos A380 dans l'année (contre une trentaine espérée) alors que des microfissures sont détectées dans les ailes de l'avion.

Construction aéronautique et spatiale

Activité solide chez les constructeurs de turbopropulseurs

□ En 2012, le constructeur d'avions turbopropulseurs ATR, dont les chaînes d'assemblage final sont à Toulouse, atteint un nouveau record en livrant 64 appareils dans l'année contre 54 en 2011. Avec 115 commandes brutes en 2012, les ventes sont en deçà de celles de l'année précédente (157). ATR reste toutefois le leader mondial sur le marché des avions régionaux jusqu'à 90 places et détient le plus gros carnet de commandes de ce type d'avions (221). De son côté, DAHER-SOCATA implanté dans les Hautes-Pyrénées livre autant de son turbopropulseur d'affaires TBM 850 en 2012 qu'en 2011 (38).

Nouvelle accélération de l'activité dans la chaîne d'approvisionnement régionale

□ L'augmentation des cadences de production aéronautique met la chaîne d'approvisionnement sous tension. Interrogés au printemps 2012, les sous-traitants, fournisseurs et prestataires de services de la filière aéronautique en Midi-Pyrénées témoignent d'une nouvelle accélération de leur activité liée aux commandes des constructeurs. Le taux d'utilisation des capacités de production industrielle culmine à 82 %, son niveau d'avant-crise. Dans les bureaux d'études, l'activité est soutenue par le développement des programmes d'Airbus sur l'A350 XWB, l'A400 militaire et le A320Neo. Avec des carnets de commandes de mieux en mieux remplis, l'emploi et l'investissement augmenteraient dans l'ensemble de la filière en 2012, selon les chefs d'entreprises. Des difficultés de recrutement de personnel qualifié persistent dans certains secteurs comme celui du travail des métaux.

Construction spatiale : activité soutenue sur un marché de plus en plus compétitif

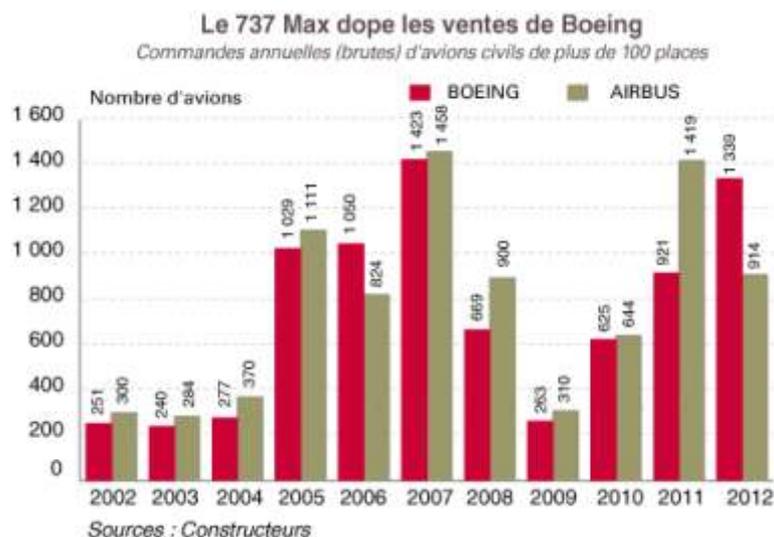
□ Dans le secteur spatial, les constructeurs de satellites présents en Midi-Pyrénées témoignent d'une activité encore soutenue en 2012 malgré un marché qui se rétrécit et des budgets institutionnels fortement contraints. Neuf satellites construits par Astrium sont lancés en 2012 et la filiale d'EADS témoigne d'une augmentation de son chiffre d'affaires en hausse, en particulier grâce ses activités de service. De son côté, Thales Alenia Space (TAS) bénéficie de la poursuite de l'exécution des programmes de constellation Iridium Next et O3B. En 2012, le marché mondial des satellites de télécommunications se réduit à 18 satellites accessibles. Les constructeurs américains (Space Systems Loral et Boeing) récoltent 12 commandes dont la moitié pour Boeing grâce à sa nouvelle plate-forme tout électrique. Les constructeurs européens n'obtiennent que trois contrats : deux pour Astrium (Express AM4R et AM7 pour l'opérateur russe RSCC) et un seul pour Thales (Eutelsat-8 West B). Dans le domaine institutionnel, TAS décroche notamment un contrat avec l'Agence spatiale européenne (ESA) pour une constellation de 6 satellites météorologiques de 3^e génération tandis qu'Astrium signe avec la NASA pour fabriquer 2 satellites d'observation climatique.

Livraisons en hausse pour la 10^e année consécutive
Livraisons annuelles d'avions Airbus

Nombre d'avions	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A318		9	10	9	8	17	13	6	2	2	2
A319	85	72	87	142	137	105	98	88	51	47	38
A320	116	119	101	121	164	194	209	221	297	306	332
A321	35	33	35	17	30	51	66	87	51	66	83
Monocouloirs	236	233	233	289	339	367	386	402	401	421	455
A300	9	8	12	9	9	6					
A330	42	31	47	56	62	68	72	76	87	87	101
A340	16	33	28	24	24	11	13	10	4	0	2
A350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Famille A330/A340/A350	58	64	75	80	86	79	85	86	91	87	103
A380	0	0	0	0	0	1	12	10	18	26	30
Total livraisons	303	305	320	378	434	453	483	498	510	534	588

Source : Constructeur

Construction aéronautique et spatiale



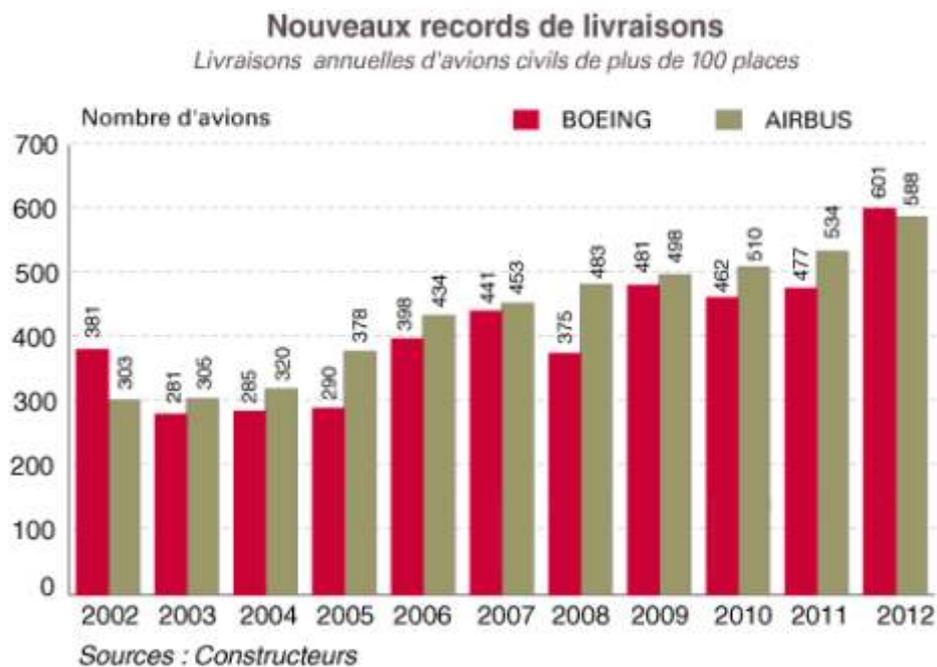
Un carnet de commandes équivalent à 7 ans de production
Commandes annuelles d'avions AIRBUS et carnet de commandes

Nombre d'avions	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A318			4	41	4	13	5	1	0	2	2
A319	148	44	67	206	253	185	54	36	44	31	48
A320	78	104	180	568	312	676	446	167	357	1 327	567
A321	9	7	28	103	104	40	54	24	51	110	166
Monocouloirs	235	155	279	918	673	914	559	228	452	1 470	783
A300		6	2	7							
A330	24	54	51	64	104	198	140	50	88	99	80
A340	31	35	28	15	15	23	6	1	2	0	2
A350				87	15	290	186	27	70	10	40
Famille A330/A340/A350	55	89	79	166	134	511	332	78	160	109	122
A380	10	34	10	20	17	33	9	4	32	29	9
Total commandes brutes	300	284	370	1 111	824	1 458	900	310	644	1 608	914
Annulations	nd	nd	nd	nd	nd	117	123	32	70	189	81
Total commandes nettes	nd	nd	nd	nd	nd	1 341	777	278	574	1 419	833
Carnet de commandes (backlog)	1 505	1 454	1 500	2 177	2 533	3 538	3 715	3 488	3 552	4 437	4 682

nd : non disponible

Source : Constructeur

Construction aéronautique et spatiale



Auteur *Christine Encinas (Auat - Otie)*

Le marché toulousain d'immobilier d'entreprise toujours performant

En 2012, le marché de l'immobilier d'entreprise résiste bien à Toulouse, porté par l'aéronautique, le spatial, les services publics et privés. Ces secteurs sont encore créateurs d'emplois et donc consommateurs de mètres carrés, malgré un contexte de ralentissement économique. Ainsi, les transactions de bureaux comme celles de locaux d'activité et d'entrepôts progressent en 2012 dans l'aire urbaine de Toulouse, grâce au dynamisme des opérations portant sur des grandes surfaces. Le bon niveau des transactions durant l'année entraîne une diminution du stock de bureaux disponibles tandis que l'offre en locaux d'activité et entrepôts reste importante.

Bureaux : un niveau de commercialisation record depuis six ans

En 2012, les surfaces de bureaux commercialisées dans l'aire urbaine de Toulouse sont les plus importantes depuis six ans, malgré un nombre de transactions en baisse de 10 % entre 2011 et 2012 (229 contre 257).

Ce bon niveau de commercialisation s'explique par la hausse significative des grandes transactions : 33 transactions de plus de 1 000 m² pour un volume de 101 500 m², soit 68 % des surfaces commercialisées, contre 28 transactions pour 82 900 m² en 2011. De plus, deux transactions de plus de 10 000 m² ont lieu en 2012 : Cap Gemini à Basso Cambo et la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole (CMU-T) en centre-ville qui acquiert les bureaux qu'elle occupait déjà. En revanche, la demande de petites et moyennes surfaces (moins de 1 000 m²) diminue de 15 % en un an, dans un contexte économique morose.

Le marché de bureaux neufs connaît une baisse sensible : les surfaces commercialisées reculent de 20 % en 2012 après plusieurs années de forte croissance. Cette tendance s'explique par une pénurie d'offre de bureaux neufs bien situés qui profite aux immeubles de seconde main mieux situés (par exemple Tisséo, EADS ou encore Air France).

Les chiffres clés du marché de l'immobilier d'entreprise dans l'aire urbaine de Toulouse

	2011	2012
Immobilier de bureaux		
Nombre de transactions	257	229
Surfaces commercialisées (en m ²)	131 100	146 800
Stock disponible (en m ²)	267 700	199 200
Ventes investisseurs		
Nombre de transactions	19	20
Surfaces commercialisées (en m ²)	46 400	42 800
Locaux d'activité et entrepôts		
Nombre de transactions	90	120
Surfaces commercialisées (en m ²)	114 200	147 400
Stock disponible (en m ²)	154 000	166 000

Source : enquête Otie janvier 2013

Immobilier d'entreprises

- Grâce au bon niveau de commercialisation, le stock de bureaux disponibles dans l'aire urbaine de Toulouse est descendu en dessous des 200 000 m² à fin 2012, le niveau le plus bas depuis trois ans. La situation reste hétérogène : les pôles situés au nord et à l'est de l'agglomération sont en quasi-pénurie tandis que d'autres pôles souffrent d'un problème récurrent d'écoulement dans le marché du neuf ou de seconde main.

Locaux d'activité et entrepôts : forte reprise des transactions après deux ans de baisse

- Avec une augmentation de 40 % des surfaces commercialisées entre 2011 et 2012, le niveau de commercialisation des locaux d'activité et des entrepôts dans l'aire urbaine de Toulouse retrouve son niveau de 2009. L'augmentation est très nette tant pour les locaux d'activité que pour les entrepôts. Ce bon résultat est principalement porté par les grandes opérations, dans un contexte plus difficile pour les petites et moyennes entreprises. Ainsi, 34 transactions concernent des surfaces supérieures à 1 000 m² dont 4 ventes de plus de 6 500 m² (Cargo, Ville de Toulouse, Gruel Fayer et la CMU-T). Fin 2012, le stock de locaux d'activité et d'entrepôts représente près de 166 000 m² dans l'agglomération toulousaine. Toutefois, l'offre de qualité et bien située se résorbe tandis qu'une partie de seconde main vieillissante a du mal à trouver preneur.

Auteurs Paula Fernandes, Serge Ladois (Draaf)

Revenu agricole : trois années de hausse consécutives qui dissimulent de fortes disparités

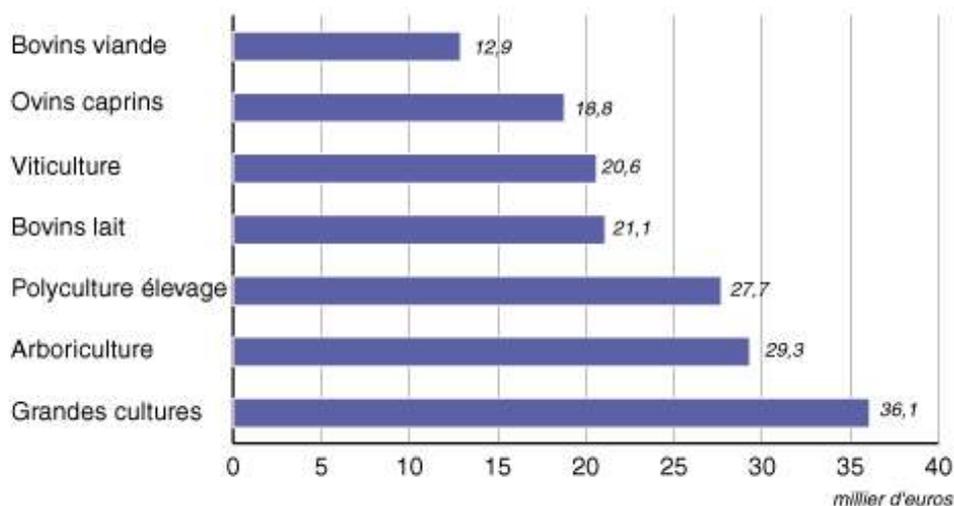
- En 2012, le revenu moyen agricole, tout type d'exploitations confondues, est à la hausse pour la 3^e année consécutive. Cette situation globale cache de fortes disparités. La hausse des cours des céréales profite avantagement aux producteurs en même temps qu'elle plombe la situation financière des éleveurs. Parmi ces derniers, les producteurs de lait de vache sont, en plus, touchés par la baisse des prix.
- Entre 2011 et 2012, le résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié (RCAI/Utans) progresse de plus de 25 % pour les exploitations agricoles de Midi-Pyrénées. Les disparités sont fortes entre les différentes orientations de production. Ainsi, le résultat courant est trois fois plus élevé pour les céréaliers que pour les éleveurs de viande bovine.

Grandes cultures et pommes se vendent à bons prix

- L'année 2012 est marquée par de bons rendements pour toutes les grandes cultures même s'ils sont plus hétérogènes pour le tournesol et le maïs. En effet, les semis des cultures de printemps ont été interrompus par une météo pluvieuse et ont été réalisés en deux temps. Les cultures semées tardivement ont subi la sécheresse estivale. Par ailleurs, à partir de l'été 2012, le prix des céréales connaît une embellie, qui se maintient jusqu'en décembre et dont profite les céréaliers pour la 3^e année de suite.
- La récolte de pommes 2012 est en baisse. Les mauvaises conditions climatiques, notamment les gelées printanières, mais aussi les pluies, ont impacté fortement la production. Le sud-ouest accuse une baisse de 20 à 30 % avec des situations hétérogènes et des pertes parfois plus importantes localement. La récolte est de bonne qualité mais dominée par les petits calibres. Les niveaux de prix

Forte amplitude des revenus agricoles de Midi-Pyrénées

Résultat courant avant impôt en 2012 par catégorie d'exploitation (compte provisoire)



Champ : moyennes et grandes exploitations

Source : SSP - Agreste - RICA et indicateurs de revenu agricole

Agriculture

sont dès le début de l'année en très nette hausse par rapport à 2011, permettant généralement un rattrapage de la perte de rendement.

Une année difficile pour les éleveurs

- L'année 2012 n'est pas faste pour les producteurs de lait de vache. D'une part les cours des céréales et du soja, ainsi qu'une facture énergétique toujours plus forte, alourdissent les charges des exploitations. D'autre part, le jeu de la concurrence entre entreprises laitières de France et du reste du monde contribue à faire stagner voire régresser le prix du lait payé aux producteurs. Le prix moyen payé aux producteurs de Midi-Pyrénées est passé de 355 euros les 1 000 litres en janvier 2012 à 319 euros au mois de décembre. Avec 8,1 millions d'hectolitres, les livraisons 2012 sont en baisse de 3,5 % par rapport à 2011.
- L'offre de viande bovine est inférieure à la demande. C'est une des répercussions de la sécheresse de l'année 2011 au cours de laquelle le manque de fourrage avait contraint les éleveurs à vendre des animaux afin de limiter les surcoûts d'achats d'alimentation pour bétail. Les prix sont à la hausse tout au long de l'année 2012. Toutefois, l'augmentation du coût des céréales répercutée sur celui de l'aliment du bétail atténue cet effet. Au final, le résultat courant des éleveurs en 2012 n'est pas supérieur à celui de 2011.

Viticulture : recul de la production

- En Midi-Pyrénées, la production de vins en 2012 est en retrait de 15 % par rapport à 2011 qui était une année de volumes importants. Les conditions climatiques du printemps neont pas été favorables à la floraison et à la sortie des grappes ce qui explique une récolte modeste par rapport à 2011 mais jugée le plus souvent dans la norme. Les vendanges se sont déroulées dans de bonnes conditions mais assez tardivement en comparaison de celles de 2011, particulièrement précoces. Compte tenu des conditions générales de la campagne comme de la récolte, l'année 2012 devrait déboucher sur des vins de qualité en Midi-Pyrénées.

Une campagne compliquée pour l'ail et le melon

- En 2012, la campagne du melon a commencé avec du retard en Midi-Pyrénées car les conditions climatiques du printemps n'ont pas été favorables à la mise en place de cette culture. Le produit a ensuite souffert du mauvais temps en juillet qui a fortement freiné la consommation des ménages.
- La commercialisation d'ail blanc en Midi-Pyrénées souffre de la concurrence espagnole. En effet, la qualité des produits régionaux a été fortement détériorée par la waxy, une maladie provoquant la dégénérescence de la gousse pendant sa conservation.

Auteur *Marianne Peyrot (DRRT)*

Démarrage du Programme d'Investissements d'Avenir

- L'année 2012 est marquée par la poursuite de la mise en place du Programme d'Investissements d'Avenir, avec une seconde vague de 25 nouveaux projets retenus impliquant Midi-Pyrénées. Au total, la plupart des 57 projets retenus ont démarré en 2012 et reçu les premiers financements sur l'enveloppe globale de 1,2 milliard d'euros qui leur a été attribuée.
- Après la première vague de 32 programmes impliquant des acteurs de Midi-Pyrénées retenus en 2011, 25 nouveaux projets sont labellisés en 2012 suite à la seconde vague d'appels à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA). Au total, le montant d'aides attribuées atteint 1,2 milliard d'euros, dont 567 millions dans des programmes impliquant uniquement des partenaires de la région.
- Annoncé par l'État en juin 2010, le PIA est destiné à accroître le potentiel de croissance de la France et bénéficie d'une enveloppe nationale de 35 milliards d'euros, dont 22 dédiés à l'enseignement supérieur, la recherche et la formation. Midi-Pyrénées est l'une des régions françaises qui en bénéficie le plus. Les projets retenus en 2012 permettent de renforcer la visibilité des domaines d'excellence de la région, notamment l'économie, les nanotechnologies, la santé et les biotechnologies. Ils placent ainsi Toulouse au cœur de la recherche sur le cancer et permettront de rassembler tous les acteurs toulousains par la création du pôle de recherche hospitalo-universitaire en cancérologie dès 2013. Enfin le projet majeur de construction de l'université de Toulouse de demain a été retenu au titre d'Initiative d'excellence, permettant d'envisager la mise en œuvre dès 2013 d'une université unifiée de rang mondial au cœur de l'écosystème de l'innovation. La plupart des projets ont démarré en 2012, tels la société d'accélération du transfert de technologie Toulouse Tech Transfert ayant pour mission d'accroître les transferts des résultats de la recherche publique vers le monde socio-économique.

L'effort de recherche privée se maintiendrait dans la région

- Les données relatives au crédit d'impôt recherche (CIR) perçu par les entreprises de Midi-Pyrénées en 2012 sur les dépenses effectuées durant l'année 2011 ne sont pas publiées à ce jour (fin mai 2013). Les éléments préliminaires confortent le positionnement de la région autour du 3^e rang national, avec un maintien de l'effort de recherche privée.

600 000 euros de soutien au transfert de technologie

- En 2012, le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux structures d'aide au transfert de technologie à destination des entreprises, en particulier des très petites entreprises (TPE) et des PME, s'élève à 0,6 million d'euros, au même niveau qu'en 2011. Ce soutien bénéficie aux huit Centres régionaux pour l'innovation et le transfert de technologie (Critt), aux cinq Plateformes technologiques (PFT) et au Réseau de diffusion technologique porté par l'agence Midi-Pyrénées Innovation.

Incubateur d'entreprises : léger fléchissement du nombre de projets et de créations d'entreprises en 2012

- Fin 2012, le nombre total de projets soutenus par l'incubateur d'entreprises de Midi-Pyrénées depuis sa création en 2000 s'élève à 171, soit 8 % de plus que fin 2011. Parmi eux, 106 projets ont conduit à une création d'entreprise, dont 85 en activité fin 2012.

Recul du recrutement de doctorants en Cifre

□ En 2012, le nombre de financements de conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre) attribués à des entreprises ou des collectivités de Midi-Pyrénées diminue pour la deuxième année consécutive (- 16 %). L'utilisation par les PME recule nettement (14 conventions contre 23 en 2011) alors que les grands groupes augmentent légèrement leurs recrutements (+ 11 %). Le budget alloué par l'État aux entreprises et collectivités de Midi-Pyrénées pour le financement de ces thèses s'élève à 2,6 millions d'euros en 2012. Le nombre de doctorants en conventions Cifre accueillis par des laboratoires de la région diminue mais reste à un niveau élevé (92), illustrant l'attractivité du potentiel de recherche publique de Midi-Pyrénées.

**Programme d'Investissements d'Avenir :
1,2 milliard d'euros pour des projets impliquant Midi-Pyrénées
Projets lauréats dédiés à l'enseignement, la recherche et la formation
en Midi-Pyrénées au 31 décembre 2012**

		Nombre de projets retenus en 2012	Nombre de projets retenus en 2011 et 2012	Montant total attribué (millions d'euros)
Pôles d'excellence	Initiative d'excellence (IDEX)	1	1	223,6
	Initiatives d'excellence en formations innovantes	3	7	38,6
	Laboratoires d'excellence	11	17	171,5
	Equipements d'excellence	-	11	74,3
	Pôle de recherche hospitalo-universitaire en cancérologie	1	1	10,0
Santé et biotechnologies	Projets de biotechnologies - bioressources	6	7	45,0
	Démonstrateur pré-industriel en biotechnologie	-	1	20,0
	Infrastructures nationales en biologie-santé	3	7	160,5
Valorisation de la recherche	Institut de Recherche Technologique	-	1	145,0
	Société d'accélération du Transfert de Technologie	-	1	70,0
Transport	Action Espace	-	3	252,5
Ensemble		25	57	1 211,0

Source : Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie

Incubateur de Midi-Pyrénées : moins de projets en 2012
Activité de l'Incubateur d'entreprises innovantes de Midi-Pyrénées

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Projets de création d'entreprise admis en incubation	20	12	23	11	18	12
Nombre d'entreprises créées	7	9	12	11	15	10

Source : Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie

Bilan de l'Incubateur depuis sa création en 2000

	Situation en fin d'exercice			
	Fin 2009	Fin 2010	Fin 2011	Fin 2012
Nombre total d'entreprises créées et existantes	58	67	82	85
Nombre total d'emplois créés et existants	410	470	570	600

Source : Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie

Les actions du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en faveur de l'innovation

Afin de favoriser l'innovation, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche soutient depuis plusieurs années la recherche partenariale entre le public et le privé, encourage le transfert et la diffusion de nouvelles technologies dans les entreprises, suscite des projets de création d'entreprises innovantes et favorise leur croissance et facilite enfin l'intégration des jeunes diplômés dans les entreprises.

Le crédit d'impôt recherche (CIR) est une mesure d'incitation fiscale destinée à favoriser l'accroissement de l'effort de recherche des entreprises. Il est calculé par année civile et déclaré au moment des arrêtés comptables. Les données disponibles à ce jour portent donc sur les CIR dégagés sur 2010 et dont ont bénéficié les entreprises en 2011. Le CIR a été réformé en 2008 afin de simplifier le mode de calcul, d'accroître le crédit d'impôt généré et de faciliter l'accès aux dispositifs de sécurisation fiscale.

L'incubateur a été créé fin 2000 sous l'impulsion du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, avec le soutien des collectivités territoriales, des établissements scientifiques et des organismes de développement économique. Il a pour rôle de faciliter et de soutenir le développement de projets de création d'entreprises innovantes en apportant un soutien financier, logistique et organisationnel.

Les conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre) ont pour but de développer la recherche en milieu industriel en permettant à des entreprises, des collectivités ou des associations de recruter de jeunes doctorants (niveau bac + 5) pour réaliser des programmes de recherche et développement en liaison avec un laboratoire de recherche extérieur. Attribuées sur fonds du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, elles permettent le financement d'un travail de thèse pendant trois ans.

ACTIVITÉ BANCAIRE

Auteurs Catherine Carel, Valérie Grange (Banque de France)

Davantage de crédits pour les entreprises, moins pour l'habitat

- En 2012, les encours de crédits aux entreprises continuent de progresser en Midi-Pyrénées alors qu'ils reculent légèrement au niveau national. Ceux accordés aux grandes entreprises de la région progressent le plus fortement. Le recours à la médiation du crédit se réduit encore en 2012 mais à un rythme plus faible que l'année précédente. Côté ménages, la production de crédits à l'habitat se replie fortement en 2012 dans la région.

Progression des encours de crédits aux entreprises de la région

- Au 31 décembre 2012, les encours de « crédits mobilisés » aux entreprises de la région Midi-Pyrénées (hors activités immobilières) s'élèvent à 13,8 milliards d'euros. Ils augmentent de 3,9 % par rapport à l'année précédente alors que ces encours diminuent de 1 % au plan national.
- Les crédits à moyen et long terme, qui représentent quelque 80 % du total des encours, progressent de 2,4 % sur un an et les crédits à court terme de 9,1 %. Ces progressions sont bien supérieures aux évolutions enregistrées au niveau national (respectivement - 2,6 % et + 4,6 %).
- Les encours de crédits augmentent à des rythmes différents selon la taille des entreprises. Ceux accordés aux grandes entreprises s'accroissent fortement (+ 13,6 %), notamment en ce qui concerne les crédits à court terme (+ 17,5 %). Ceux accordés aux petites et moyennes entreprises (PME) progressent plus modérément (+ 5,5 %), que ce soit à court terme (+ 5,8 %) ou à moyen et long terme (+ 5,4 %). Enfin les encours de crédits aux très petites entreprises (TPE) augmentent légèrement (+ 1,0 %) avec une progression faible (+ 0,5 %) des crédits à moyen et long terme et plus importante (+ 4,4 %) des crédits à court terme.

Évolution en % des encours de crédits mobilisés aux entreprises de la région Midi-Pyrénées (hors activités immobilières)

	Crédits à court terme		Crédits à moyen et long terme, bail		Ensemble des crédits mobilisés	
	Midi-Pyrénées	France	Midi-Pyrénées	France	Midi-Pyrénées	France
Très petites entreprises (TPE)	4,4	1,1	0,5	2,6	1,0	2,4
Petites et moyennes entreprises (PME)	5,8	1,0	5,4	3,2	5,5	2,6
Grandes entreprises (GE)	17,5	11,1	12,0	- 0,5	13,6	2,8
Holdings	8,8	0,5	- 12,0	- 12,3	- 7,5	- 10,2
Ensemble	9,1	4,6	2,4	- 2,6	3,9	- 1,0

Source : Banque de France

Activité bancaire

Chute de la production de crédits à l'habitat

- Après le tassement enregistré en 2011 (- 1 %), la production de crédit à l'habitat diminue fortement en 2012 en Midi-Pyrénées (- 26 %), revenant à 4,4 milliards d'euros. Cette baisse touche tous les marchés. Le recul le plus important concerne les travaux d'amélioration de l'habitat (- 34 %). La construction neuve et l'acquisition d'ancien baissent respectivement de 28 % et 24 %. Tous les départements de la région connaissent une forte diminution.

Médiation du crédit : toujours moins de saisines

- Fin décembre 2012, 1 917 dossiers ont été déposés dans la région depuis le lancement de ce dispositif en novembre 2008. Le ralentissement des saisines observé ces dernières années s'est poursuivi, mais sur un rythme plus modéré qu'un an plus tôt. Ainsi, 217 dossiers ont été reçus en 2012 contre 240 en 2011, soit une baisse de 10 % seulement après - 50 % entre 2010 et 2011. La majorité des demandes émanent toujours d'entreprises de 10 salariés ou moins (80 % en Midi-Pyrénées comme en France) et des secteurs du commerce (27 %, - 2 points par rapport à 2011), du BTP (22 %, + 3 points) et des services (19 %, stable).